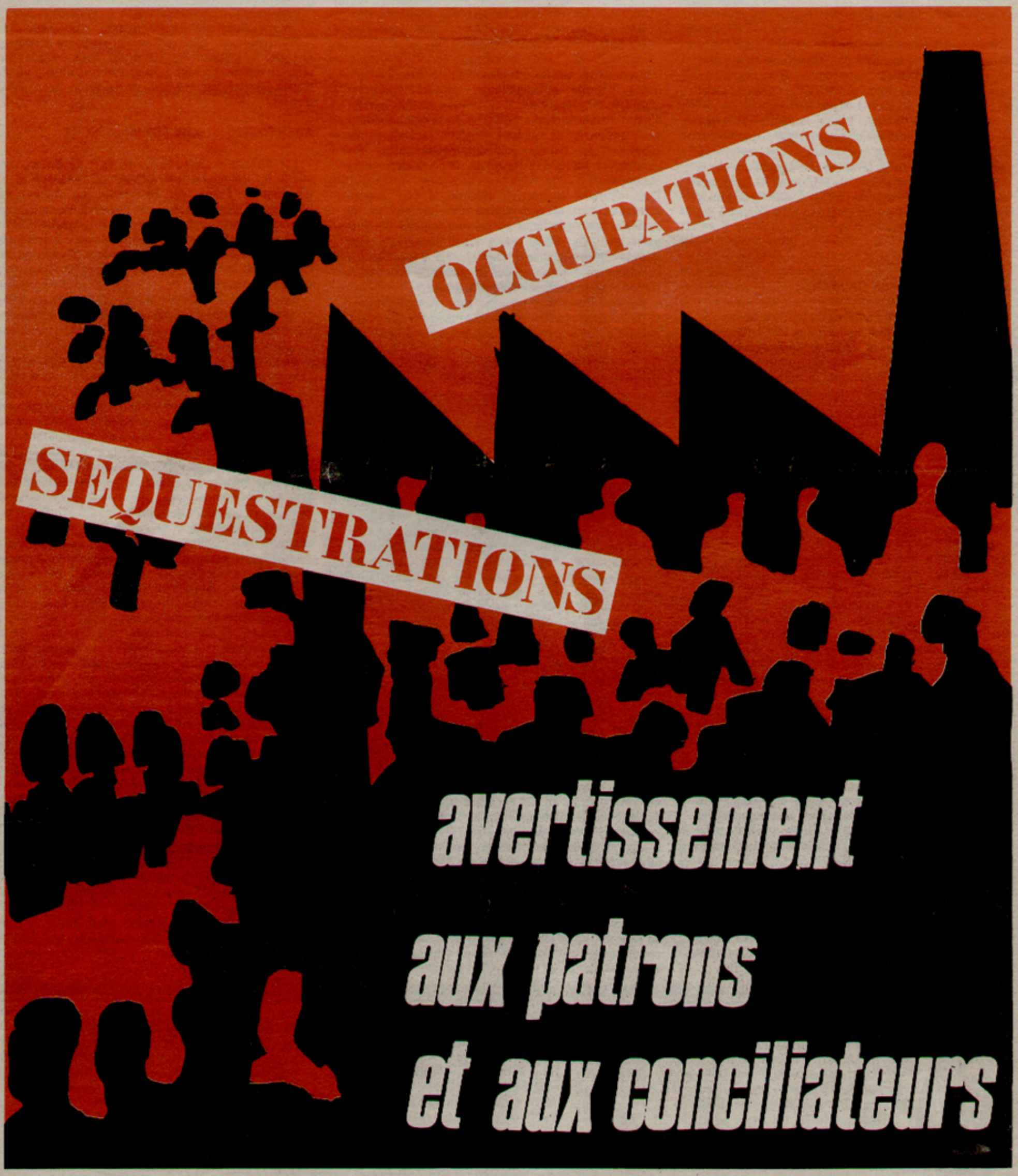
rouge

hebdomadaire d'action communiste



avertissement aux patrons et aux conciliateurs

n° 98 1f.50 lundi 25 janvier 71

avertissement ...

Rarement la bourgeoisie aura bénéficié d'une rentrée sociale aussi calme que celle de 1970, et cela au moment où, par sa politique de concentration et de rentabilisation, elle attaque de façon généralisée le niveau de vie et les conditions de travail de la classe ouvrière.

La politique de Grenelle à froid inaugurée par Séguy en septembre a évidemment échoué : pour imposer à la bourgeoisie et à son état une négociation d'ensemble, il faut créer un rapport de force qui ne s'obtient que par la lutte. Ainsi, les mouvements de l'automne 70 sont restés isolés, ou se sont épuisés de journée d'action en journée d'action, comme les grands magasins, sans aboutir à des résultats appréciables.

VERS L'INTEGRATION RAMPANTE

Depuis les grèves de l'EDF de fin 1969, la fraction du PCF dans la CGT a fait l'expérience de la détermination du pouvoir à utiliser sa force concentrée contre un secteur public en lutte, politique qui a consisté à acculer la CGT dans le dilemne suivant : accepter l'épreuve de force ou céder. La direction de la CGT s'en est sortie en transformant la bataille contre les contrats de progrès en bataille pour le non au référendum EDF. Elle n'a depuis été suivie d'aucune mobilisation, d'aucune lutte dans ce secteur.

Coincée entre la combativité des travailleurs et la pression de la bourgeoisie, talonnée par l'initiative croissante des groupes révolutionnaires, la fraction dirigeante de la CGT a vu, au fil des mois, sa marge de manoeuvre se rétrécir.

Les accords d'unité d'action avec la CFDT, présentés comme la condition réalisée, comme le prologue à de grandes luttes revendicatives, n'ont été qu'un gadget rapidement agité et usé plus rapidement encore : en fait de grands mouvements revendicatifs, ces accords n'ont accouché dans la pratique que d'une politique de Grenelle à froid par branche et par secteur, dont le contrat qui vient d'être signé à la SNCF constitue le modèle et est présenté comme tel.

A la SNCF, la CGT a abandonné son propre programme revendicatif pour un plat de lentilles : la non formulation dans le contrat de clauses anti-grève explicites et le rejet en annexe du préambule sur la masse salariale. Forte de cette « victoire », la direction de la CGT lance une offensive-pression pour la généralisation de contrats de ce type dans l'ensemble du secteur public et nationalisé !

Trouver un « objectif » pour lequel elle exerce une pression, sans risquer d'affrontements avec le pouvoir, et sans mobiliser les travailleurs, ne pas avoir l'air de céder tout en évitant de se battre, c'est le souci dominant et constant de la direction de la CGT.

Mais cette ligne de conduite l'amène inévitablement à accepter la logique de développement capitaliste, et à se laisser prendre progressivement dans l'engrenage de l'intégration. Du refus des contrats de progrès à la signature du contrat SNCF, en passant par les « bons contrats » type Berliet, le bilan d'un an de luttes massacrées ou esquivées, est déjà plus éloquent.

UN BLOCAGE TOTAL DES LUTTES

Alors même que les travailleurs ont renouvelé l'expérience négative et stérile des mini-grèves-pression-négociation à répétition, il n'est plus possible aujourd'hui à la direction de la CGT d'opérer des mobilisations sans lendemain de quelque ampleur sans risque de débordements. Or, la préparation électoraliste des municipales par le PCF exige de ne pas « effrayer les électeurs ».

C'est pourquoi la fraction dirigeant la CGT impose aujourd'hui un blocage général des luttes. Mais les appareils bureaucratiques ne peuvent imposer durablement la « paix sociale » à la classe ouvrière, surtout quand celle-ci est chaque jour touchée d'avantage par l'exploitation capitaliste, par la politique de concentration et de rentabilisation de la bourgeoisie.

Des déchirures sont apparues, avec les séquestrations et les occupations, localisées encore mais qui, par l'écho qui les a entourées, ont acquis une portée nationale.

DE FERODO A NANTES LA COMBATIVITE OUVRIERE SE FRAIE UN CHEMIN !

Nous laisserons les commentateurs des luttes discuter du caractère fondé ou non fondé, bon ou mauvais, des séquestrations. Il n'y a pas en ce domaine de vérité générale abstraite.

Il y a une situation concrète, qui est la suivante : après avoir épuisé toutes les formes de lutte proposées par les organisations syndicales ; après que leurs représentants aient négocié et renégocié, et toujours en vain ; après que les directions des trusts, à différents niveaux, se soient renvoyé la balle, il ne restait plus aux travailleurs de Ferodo, de Fougères, de Roubaix, de Nantes, exaspérés par ce jeu de cache-cache, par l'accélération des cadences, par le maintien de bas salaires, qu'à manifester leur colère par des actions « sauvages », par des séquestrations ou par l'irruption sans douceur dans les bureaux de la direction.

Les militants de la Ligue Communiste soutiennent sans réserve l'action de ces travailleurs car, dans la situation où les ont mis les patrons, et en l'absence de toute perspective efficace proposée par les syndicats, ils n'avaient pas d'autre solution, sinon baisser la tête et continuer à subir la même exploitation.

UN AVERTISSEMENT AUX PATRONS

Que le patronat ne se rassure pas, après l'inquiétude qui s'est saisie de lui lors des séquestrations de Ferodo ! Aujourd'hui, les séquestrations de Condé sur Noireau et les bris des bureaux de Nantes sont le signe que, malgré le refus de se battre des organisations syndicales, la classe ouvrière ne se laissera pas faire ! Elle n'acceptera pas sans réagir et sans résistance l'application de la politique bourgeoise, même sous couvert de contrat signés par les directions syndicales.

L'application des plans de la bourgeoisie ne se fera pas en douceur, par le jeu bien huilé d'une savante politique contractuelle enserrant la classe ouvrière et ses organisations.

Avertissement aux patrons, qui devront mieux mesurer le rapport des forces, et tenir compte des réaction ouvrières à leur politique de fermeture d'usine, d'augmentation des cadences et de baisse du pouvoir d'achat !

AVERTISSEMENT AUX CONCILIATEURS

Les dirigeants cégétistes et du PCF de Nantes ont injurié les travailleurs qui ont chahuté le bureau de la direction de l'usine des Batignolles, les traitant de brigands, et s'étonnant que la direction ait embauché « pareils agitateurs ». La position des responsables CFDT est moins scandaleuse et plus opportuniste à la fois : on comprend l'action inconsidérée des travailleurs ; on ne critique pas tant que dure la grève – on règlera les comptes après.

Et pourtant, l'action de ces travailleurs est une mise en cause, une accusation vivante contre la politique des directions syndicales.

CONTRE LA REPRESSION, UN SOUTIEN DE MASSE ORGANISE EST NECESSAIRE.

Si par les séquestrations ou par une irruption dans les locaux de la direction, les grévistes de Ferodo ou de Nantes ont fait craquer le cadre dans lequel patronat et directions syndicales entendent emprisonner la lutte des classes ; s'ils ont ainsi fait de leurs revendications et de leurs mouvements des affaires nationales, ils n'ont pas créé par là même le rapport de force qui leur permette de l'emporter ni même de se protéger.

Seul un mouvement de masse – qui ne peut être structuré sans l'appui des organisations syndicales au niveau local, régional, du trust ou de la branche d'industrie – peut créer ce rapport de force face au patronat et au pouvoir d'Etat, qui permettra et la victoire sur les revendications immédiates, et le cassage de toute velléité de répression.

C'est dans ce sens que travaillent les militants de la Ligue dans les entreprises et les sections syndicales. C'est pour contribuer à susciter ce mouvement de masse que nos camarades de Nantes sont intervenus par leur feuille Taupe Rouge sur les usines de la métallurgie nantaise, en même temps qu'ils travaillent à mettre sur pied dans les facultés, à travers les comités de lutte, un mouvement de solidarité.

Il dépend dans une large mesure des organisations révolutionnaires que ces explosions de combativité ouvrière ne soient pas, isolés, victimes de la répression patronale, mais qu'elles constituent au contraire les prémices d'une percée des luttes.

ERRATA :

Dans l'éditorial du No 97, diverses coquilles se sont glissées, notamment celle-ci, que nous tenons à rectifier : Au lieu de

« Notre travail dans ces élections ne doit être qu'un relais momentané dans nos autres activités essentielles et minoritaires »

Il fallait lire « ... et prioritaires ».

Je désire prendre contact avec la **LIGUE COMMUNISTE**
(Section Française de la IVème Internationale).

Nom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .
Age . . . . . .
Lieu de travail . . . . . .

Toute correspondance « Rouge » : B.P. 201 Paris-19ème

ROUGE, hebdomadaire de la Ligue Communiste

Directeur de publication : Charles Michaloux
Redacteur en chef : Maurice Buzard
Secrétaire de Redaction : Michel Thomas
Comité de Redaction : Jean Pierre Beauvais, Patrick Fresnel, Alain Krivine, Camille Paulet, Andre Pin, Luis Rafael, Philippe Sabathe, Alain Sami, Christiane Tillier
Maquette : Bertrand L'Helgouach

Rédaction - Administration - Librairie

14 rue du Fg St Denis, Paris X
rédaction-administration : tel.523-30-13
librairie : tel.523-27-98

Diffusion N.M.P.P.
Composition IBM Multipoint
Imprimerie SAIE Moriamé,61 Fg Poissonnière,Paris IX.

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

le sens d'un vote

Chaque fois que les révolutionnaires prennent position en ce qui concerne une élection quelconque, on voit la presse s'émouvoir. Cela n'a pas manqué après la publication dans « Rouge » de la résolution du Comité Central de la Ligue fixant la position de l'organisation en ce qui concerne les municipales. Pour la presse bourgeoise, les élections constituent le jeu politique par excellence, la « démocratie » : si les révolutionnaires appellent à y participer, c'est bizarre, c'est surprenant, c'est qu'ils se « rallient » ou « s'assagissent »...

C'est que, dans l'opinion publique, les poncifs de juin 68 sont entrés avec la force d'un dogme : « élections trahisons », « les gauchistes se moquent des élections » ; c'est une vérité tenue pour acquise dans l'éternité.

Il y a évidemment toujours quelques gauchistes abusés qui reprennent à leur compte l'image de marque que la bourgeoisie leur donne d'eux-mêmes ; nous ne sommes pas de ceux-là.

Les élections représentent, bien que de manière extrêmement déformée, un certain rapport de force entre les classes à un moment donné ; mais ce n'est pas tant cela qui nous intéresse que la possibilité de les utiler, d'en utiliser les moyens comme ceux d'une tribune pour la propagande révolutionnaire (campagne présidentielle, élections du douzième arrondissement de Paris, de Bordeaux). Lors de telles consultations, l'attitude des révolutionnaires est tactique et présuppose qu'à partir de l'analyse de la situation, soient envisagés les meilleurs moyens susceptibles – dans le cadre imposé par la bourgeoisie – de développer longuement le programme marxiste révolutionnaire, de renforcer et d'éduquer l'avant-garde ouvrière. Toute autre conception « anti-intégrationniste » ne relève que d'un purisme petit-bourgeois qui croit pouvoir émanciper les travailleurs par des attitudes individuelles de refus global d'une société bourgeoise qu'on est incapable (à cause de son impatience) de détruire collectivement.

Qu'on le veuille ou non, une grande partie des travailleurs croit encore aux vertus du bulletin de vote, notre tâche est donc dans chaque circonstance de trouver les moyens de leur montrer que le pouvoir n'est dans les urnes que pour la bourgeoisie.

Cependant il est vrai que les municipales se prêtent plus difficilement à cette orientation. Par tous les moyens dont elle dispose, la bourgeoisie s'efforce de dépolitiser l'enjeu pour le réduire à une querelle de clocher. C'est que la vérité est trop sordide et l'appât trop grand ; trafic d'influence, pressions, manipulations financières et détournements multiples dominent la vie municipale au détriment des principes politiques. Dans les villes et les villages, les étiquettes « apolitiques » représentent bien souvent la politique la plus payante. Dès lors personne ne s'étonne plus de voir le nombre impressionnant d'élus prêts à rompre avec leur parti politique pour garder leur fromage à la veille de telles élections.

Dans ce climat, et contre lui, à la différence d'autres élections, la Ligue Communiste n'a pas encore les forces suffisantes pour intervenir à l'échelle nationale et se faire entendre. Le choix a été fait d'utiliser nos ressources à d'autres tâches et de ne pas présenter de candidats. Au premier tour, chaque force politique se compte. N'étant pas présents dans la consultation, nous n'irons pas renforcer des orientations politiques que nous condamnons. Au deuxième tour on élimine et c'est ici que le problème se pose.

Malgré la fréquente dépolitisation locale de ces élections, le score national des grandes formations ne sera pas sans signification politique notamment en ce qui concerne la bourgeoisie et le PCF. De ce point de vue personne ne s'y trompe, une victoire de l'UDR serait une défaite partielle pour la classe ouvrière. Elle se solderait dans les mois à venir par une arrogance décuplée du patronnat dans les entreprises et une accentuation de la répression. Une certaine démoralisation des travailleurs ne manquerait pas de se répercuter au niveau des luttes et les révolutionnaires qui n'ont pas d'intérêt distinct du prolétariat en feraient eux aussi les frais. Par contre une progression du PCF aurait une double conséquence dont il faut savoir apprécier les effets contradictoires : d'une part, un renforcement, certes provisoire, de l'appareil bureaucratique du Parti qui verrait dans ce succès celui de son orientation politique et pourrait ainsi accentuer sa répression dans les syndicats et ailleurs, contre les militants révolutionnaires ; mais d'autre part, même si cela reste incompréhensible pour ceux qui ne saisissent pas le rôle que joue encore le PCF par rapport à la masse ouvrière, une telle victoire renforcerait la combativité des travailleurs, qui du fait de la faiblesse des groupes révolutionnaires et des illusions que crée encore le PCF, votent pour lui beaucoup plus par conscience élémentaire de classe, que par adhésion au programme de « démocratie avancée ». En effet, les travailleurs, dans une telle confrontation ne tirent pas un trait d'égalité entre l'UDR et le PCF. Le fait qu'électoralement, ils se reconnaissent bon gré mal gré dans un parti ouvrier réformiste ne peut leur être reproché. C'est justement le rôle des révolutionnaires de construire une autre force crédible, mais cela ne se fait pas du jour au lendemain et surtout pas à travers des élections municipales. Le premier tour des présidentielles en 1969 avait permis de commencer à concrétiser cette perspective, l'action dans les entreprises et les facultés lui donne corps aujourd'hui.

En outre sur un plan plus local, les travailleurs ne sont pas insensibles aux réalisations des municipalités communistes qu'ils considèrent comme des conquêtes. Nous avons souvent dénoncé certains scandales de ces municipalités tant en ce qui concerne leur politique vis à vis des travailleurs immigrés, que des groupes révolutionnaires. Nous savons aussi qu'à l'aide de ces bastions de « démocratie avancée », le PC tout en réalisant beaucoup plus pour les travailleurs que la bourgeoisie ne le fait dans ses villes, est plus à même de diffuser son idéologie réformiste et gestionnaire qu'il faut combattre sans répit. Mais là encore nous ne sommes pas neutres et nous n'aiderons pas la bourgeoisie à remettre en cause la moindre conquête des travailleurs, aussi petite soit-elle.

L'ensemble de cette situation est à la fois le reflet de la nature contradictoire du PCF, parti ouvrier et parti réformiste stalinien et du rapport de force entre ce PCF et la Ligue Communiste. S'enfermer dans une neutralité confortable, serait aujourd'hui laisser désarmer les centaines de milliers de travailleurs qui nous font confiance, ce serait laisser libre cours à tous ceux qui mettent dans le même sac le PCF et la bourgeoisie sans comprendre que tout échec ressenti comme tel par la classe ouvrière, rejaillit sur l'avant-garde elle-même.

Notre vote tactique pour le PCF au second tour ne sera éducatif qu'à condition d'être accompagné partout par une campagne d'explication intense où la politique du PCF sera dénoncée sans faiblesse et où en même temps nous montrerons aux travailleurs que nous ne sommes pas prêts à faciliter une victoire bourgeoise. C'est dans la lutte que la classe ouvrière se politise et peut prendre conscience de la politique capitularde de ses directions et c'est cela qui pour nous reste primordial.

– En refusant de voter pour les listes d'« Union de la gauche », nous montrerons la nature de collaboration de classe de cette union qui ne tente de se réaliser (et encore très partiellement) que pour les élections, et n'a pour but qu'un partage sordide de strapontins.

– En refusant de cautionner les alliances tout azimuth du PSU (Grenoble, Valence etc..) nous montrerons qu'un parti qui se veut révolutionnaire ne peut être un self-service ouvert aux sociaux-démocrates comme aux trotskystes et qu'il doit clairement faire son choix au niveau national entre le réformisme et le marxisme révolutionnaire.

– En axant l'essentiel de nos forces dans des activités extra-électorales, dans les entreprises et les facultés, nous ferons savoir que pour nous, ces élections ne sont qu'une péripétie, qui à la différence de ce que fait le PC, ne doivent en rien ralentir les luttes de classes extrêmement dures qui se préparent actuellement.

Les véritables intérêts des travailleurs sont mieux défendus aujourd'hui à Nantes ou à Caen que demain par le bulletin d'« union de la gauche » de Paris ou d'Arras.

Alain KRIVINE

vie de l'organisation

COMPTE RENDU DES REUNIONS PUBLIQUES

Nilvange :

La fédération P.C.F. de la Moselle et la démocratie ouvrière

Le développement de l'activité de la Ligue Communiste dans la vallée de la Fensch ne semble pas plaire à la Fédération du P.C. qui parait vouloir revenir aux belles méthodes du passé malgré les réactions très vives des travailleurs. Lors d'un meeting pour la défense des condamnés de Burgos, ce sont les travailleurs présents qui ont empêché les membres du P.C. de chasser les diffuseurs de Rouge. Le 14 janvier notre camarade Krivine, invité par le Comité Rouge de l'usine de Wendel Sidelor de Nilvange tenait un meeting public sur le P.C.F. devant près de 150 personnes. C'en était trop pour la direction fédérale du P.C.F. qui s'inquiète du développement de l'influence de la Ligue dans l'entreprise. Secrétaire fédéral en tête (Vigneron Francis) une trentaine de militants du P.C.F. venus de toute la région, s'efforcèrent pendant plus de deux heures de saboter le meeting en faisant de l'obstruction systématique. Néanmoins la réunion put se tenir malgré l'atmosphère extrêmement tendue et cela aux dépens de cette provocation. Tous les militants ouvriers présents venus pour connaître les positions de la Ligue ont été écoeurés par les méthodes du parti et ont pu juger ses conceptions de la démocratie. Plusieurs délégués CGT et même quelques membres du P.C.F. n'ont pas caché qu'ils désapprouvaient de telles pratiques. Composé essentiellement d'ouvriers métallurgistes et sigérurgistes, le comité rouge va poursuivre ses activités en organisant d'autres comités dans toute la région, avec pour double objectif de lutter contre les licenciements et d'imposer la démocratie ouvrière.

Correspondant Comité Rouge De Wendel Sidelor

Le samedi 16 janvier s'est tenu une réunion d'information sur la Ligue à Grasse. Plus de soixante personnes ont participé à un débat avec Hubert Krivine.

Plusieurs réunions publiques de la Ligue sur les événements de Pologne ont été organisées. Dans la plupart des cas, des militants du P.C.F. étaient présents. A Rouen, le 7 janvier avec Hubert Krivine près de 250 personnes, le 14 janvier à Auxerre avec près de 100 personnes. A Orléans avec Jean Durand ...

Les 16 et 17 janvier s'est tenue une réunion de la commission ouvrière nationale, élargie à de nombreux camarades militants CGT et CFDT

Cette réunion avait pour thème la CFDT, son histoire et son évolution, les perspectives concrètes de travail des militants révolutionnaires dans cette centrale, et les connections avec le travail d'implantation et l'audience des révolutionnaires dans la CGT.

En même temps s'est tenue une réunion nationale des militants et cellules de la Ligue de l'EDF.

LES MEETINGS DE LA LIGUE

27 Janvier à Clermont-Ferrand – A. KRIVINE
27 Janvier à Caen – H. WEBER
29 Janvier à Montrouge – A. KRIVINE

2 Février à Charleville-Mézières – A. KRIVINE
3 Février à Choisy le Roi – A. KRIVINE
5 Février à Toulouse – A. KRIVINE
19 Février à Dreux – A. KRIVINE

Meeting de la Ligue Marxiste Révolutionnaire :
21-22 Janvier à Neufchatel et Lausanne avec H. WEBER

REIMS (21-1)

Plus de 300 personnes à un meeting d'Alain Krivine, suivi d'un débat sur la situation politique et le rôle de la Ligue.

2ème CONFERENCE RENAULT DE LA LIGUE COMMUNISTE

Les 16 et 17 janvier dernier a eu lieu, dans la banlieue rouennaise, la 2ème Conférence Renault de la Ligue Communiste. La première réunion de ce type avait eu lieu en juillet 1970.

Cette conférence a réuni les militants de la Ligue intervenant à Renault-Billancourt, Renault-Cléon, Renault-Sandouville, Renault-Le Mans, Centre Technique Renault de Rueil et Saviem-Caen. Des camarades militant à Citroën et à Alcatel (Strasbourg) étaient également présents.

La première journée a été consacrée à la présentation et à la discussion d'un rapport synthétisant la situation économique de la Régie et les luttes ayant eu lieu depuis la dernière rentrée. Un bilan de l'intervention des militants de la Ligue a été tiré à cette occasion, examinant notamment notre travail de feuilles de boîte et notre intervention dans les syndicats.

La deuxième journée était consacrée à la discussion des problèmes des salaires, des études de postes, de la formation professionnelle, des cadences et des travailleurs immigrés. Des rapports écrits avaient permis une préparation sérieuse de ces discussions. Les militants ont débattu les mots-d'ordres avancés par la Ligue au sujet des revendications se rapportant à ces problèmes.

Le rapport de clôture devait tracer nos perspectives pour l'année à venir en ce qui concerne la propagande, l'implantation et le recrutement.

Malgré des forces encore réduites, la Ligue se donne avec ce type de conférence les moyens d'élaborer son intervention militante et d'apporter des réponses aux problèmes que se posent les travailleurs.

quand le p.c.f «étudie» le gauchisme

Depuis quelque temps, en fait de « campagnes » politiques, la direction du P.C.F. ne propose guère à ses militants que la perspective des municipales et la lutte contre le gauchisme.

Certes, il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau : depuis mai 1968, la direction stalinienne a toujours plus ou moins tendance à considérer le « gauchisme » comme son « ennemi principal » (c'est, textuellement, ce que déclara Waldeck Rochet au cours d'une réunion du Comité Central).

Mais depuis quelques mois, la tactique anti-« gauchiste » tend à se diversifier : à l'anathème pur et simple, à la calomnie (qui est toujours à l'honneur : il n'est que de voir les « fameux » articles de Guérin dans l'*Humanité*), s'ajoutent maintenant des analyses plus « compréhensives », voire des essais de « récupération ».

Entendons-nous bien : ces différents angles d'attaque ne s'excluent pas mutuellement ; au contraire, ils se complètent plus ou moins harmonieusement. Une savante division du travail s'instaure. Aux intellectuels critiques, la *Nouvelle Critique* (Janvier 1971) offre un article élogieux sur Trotsky ... critique littéraire (« Trois marxistes devant Tolstoï » : Trotsky serait-il donc marxiste ?).

Aux cadres du parti, *France-Nouvelle* propose dans un article de Laurent Salini (intéressant par d'autres aspects que nous étudierons plus loin) une « réhabilitation » partielle de Trotsky, (on ne saurait ignorer les « justes et fortes dimensions » du « rôle personnel joué par (lui) dans la victoire de la Révolution d'Octobre »), tout en notant qu'«en tant que courant politique, (le trotskysme) fut toujours en marge du léninisme et souvent dans le camp adverse ». Autrement dit : chaque fois que Trotsky se trouva d'accord avec Lénine, il fit du bon travail pour la révolution ; chaque fois qu'il fut en désaccord avec lui – avant 1917 – et, bien évidemment, après sa mort, il accumula erreurs sur erreurs, révélant sa nature profonde de « révolutionnarisme petit-bourgeois ».

L'*Humanité* quant à elle ne s'embarrasse guère de ce genre de considérations « théoriques » : pour elle (article de Figuères), les trotskystes sont des diviseurs, s'introduisant perfidement au sein des organisations de la classe ouvrière (c'est ce que Figuères, désireux d'étaler sa « culture » politique, nomme l'« entrisme »).

Le reste de la presse du P.C. (du *Nouveau Clarté* aux feuilles locales) emboîte évidemment le pas, avec plus ou moins de hargne selon les conditions sectorielles ou locales.

UNE ANALYSE DU GAUCHISME ?

Que le P.C.F. soit obligé d'intensifier et d'approfondir sa campagne contre le « gauchisme » ne doit pas nous étonner. Tant qu'il pouvait espérer circonscrire le phénomène aux couches étudiantes, rien n'était plus facile que d'y appliquer dogmatiquement l'analyse de Lénine sur la révolte « enragée » et impuissante des couches petites-bourgeoises. Mais voilà que la maladie atteint l'avant-garde ouvrière, que les « gauchistes » s'implantent de plus en plus dans les entreprises. Devant cette menace précise à son hégémonie sur la classe, la direction s'affole. Comment expliquer aux militants de base que le « gauchisme », après « la sévère défaite politique qu'il a subie » en mai 1968, n'ait pas encore disparu ?

Certes, et c'est une consolation, « les anarchistes sont retombés dans le folklore » et « ceux qui ont le front de se prétendre « maoïstes » (y aurait-il finalement pour Salini de vrais et de faux maoïstes ?) agonisent dans l'impuissance ou la violence gratuite » ; malheureusement, les trotskystes, quant à eux, « surnagent » ...

En effet, ils surnagent ; ils font même plus que surnager : ils augmentent leur influence en étendue et en profondeur. Et ce ne sont pas les incessantes fanfaronnades du P.C.F. selon lesquelles les meilleurs d'entre les gauchistes rejoindraient de plus en plus massivement ses rangs qui changent quelque chose à l'affaire.

La direction est donc obligée d'expliquer la chose aux militants. Mais, malheureusement pour elle, son analyse « classique » du gauchisme, déjà très incomplète sinon fausse lorsqu'il s'agissait de véritables gauchistes, n'est plus du tout adéquate lorsqu'il s'agit des trotskystes « surnageant », qui eux ne sont pas gauchistes.

Salini, dans son article de *France Nouvelle*, n'en ressort pas moins impertubablement des citations de « La Maladie Infantile du Communisme » ; et ce de façon absolument dogmatique et a-historique. Pour lui, rien n'est à modifier dans l'analyse du gauchisme, expression de la révolte de couches petites -bourgeoises.

Ce qui appelle deux remarques.

Tout d'abord, à ce degré de généralité (révolte de couches petites-bourgeoises), on ne peut qu'être d'accord. Mais lorsque Salini se lance dans une analogie « sociologique », il tombe dans l'absurdité ; citer Lénine qui écrit : « le petit propriétaire, le petit exploitant ... qui, en régime capitaliste, subit une oppression continuelle et, très souvent, une aggravation terriblement forte et rapide de ses conditions d'existence et de ruine, passe facilement à un révolutionnarisme extrême », et en conclure que le processus est le même pour les étudiants, car ils sont issus de ces couches, est pour le moins schématique. Prendre comme argument que « l'idéologie de la petite-bourgeoisie se transmet » d'une génération de petits commerçants à la génération suivante, d'étudiants, c'est faire preuve d'idéalisme et de mécanisme.

Salini approche de plus près le phénomène lorsqu'il note que le gauchisme est l'expression du « passage des couches moyennes, anciennes ou nouvelles, à l'opposition, à la critique du capitalisme, parfois à la lutte contre lui » et que ce passage est causé en particulier par l'aggravation de leur situation, en d'autres termes par la crise du capitalisme pourrissant.

GAUCHISME ET REFORMISME

Mais, et c'est là l'essentiel, si Salini cerne plus ou moins bien les facteurs objectifs du gauchisme, il est incapable – et pour cause – d'en analyser les causes subjectives. Car ces causes subjectives résident dans le P.C.F. lui même, dans son opportunisme foncier, dans sa ligne droitière. Lénine quant à lui a toujours dit que le bouillon de culture du gauchisme était l'existence d'un parti ouvrier réformiste, puissant et dégénéré, jouant le rôle de pôle de répulsion pour les nouvelles générations – tant ouvrières que petites-bourgeoises – arrivant à la politique.

Que le P.C.F. hurle sans comprendre devant le phénomène gauchiste ne saurait étonner ; c'est qu'il contemple là son double renversé, l'autre face de la médaille , sa fatale anti-thèse.

Pour notre part, nous expliquerons sans relâche que le P.C.F. ne saurait combattre le gauchisme puisqu'il en est la source, et que seuls les révolutionnaires sont à même de gagner les gauchistes dans un combat ferme mais fraternel.

GAUCHISTES ET REVOLUTIONNAIRES

Mais le but essentiel de la campagne actuelle n'est pas tant de démolir une fois de plus le gauchisme que d'*atteindre à travers le gauchisme les révolutionnaires* qui, quoi qu'on fasse, « surnagent ». Pour le P.C.F. naturellement, les trotskystes sont eux aussi des gauchistes, selon le schéma suivant : le P.C.F. étant « le parti révolutionnaire de notre temps », tout ce qui se prétend « révolutionnaire » et « à sa gauche » ne peut être que gauchiste. C.Q.F.D.

Mais les trotskystes ne sont pas des gauchistes ordinaires ; ce sont des gauchistes « subtils » qui se camouflent en non-gauchistes et vont jusqu'à combattre le gauchisme pour brouiller les cartes ...

Salini sent bien que dans ce cas, son analyse des « sources » du « gauchisme » n'est pas très opérante. Il aborde donc le problème de sa *fonction*. Pour cela un seul mot suffit : diviseur. Les trotskystes ont de tout temps assumé ce rôle de diviseurs de la classe ouvrière, « en limitant le combat de cette dernière, en la privant d'alliances, en la séparant de ses amis ». Sous une forme plus imagée et moins élaborée, la feuille locale du P.C.F. de Saint-Denis mettait en garde les travailleurs contre l'action pernicieuse de la *Taupe Rouge* s'introduisant comme « un ver dans le fruit de l'unité ouvrière ».

Mais c'est à ce niveau que Salini s'enferme dans des contradictions insolubles. A lui et à tous les militants du P.C.F. nous poserons plusieurs questions.

DIVISEURS ?

Tout d'abord, comment les trotskystes peuvent-ils jouer leur rôle de diviseurs s'ils sont absents des entreprises ? Car Salini écrit bien que contrairement (sic) à « certains pays » où « ces formations sont parvenues à prendre de l'influence sur une partie des travailleurs », en France, « les trotskystes ne sont qu'une secte sans « impact » politique, sans lien ni même contact avec la classe ouvrière ». Cette affirmation, digne de la méthode Coué, n'est guère faite pour satisfaire les responsables P.C.F. dans la C.G.T. qui, pour leur part, trouvent beaucoup plus efficace de « nier » la présence des révolutionnaires dans les syndicats en les en excluant purement et simplement.

Mais puisque le P.C.F. s'inquiète, c'est bien qu'il y a un danger : les révolutionnaires sont effectivement présents dans les entreprises et ils y exercent sans relâche leur « rôle néfaste de diviseurs ».

Mais, camarades du P.C.F., qui sont les véritables diviseurs ? Plutôt que les diables trotskystes, ne serait-ce pas ceux qui préfèrent briser un syndicat lorsque l'hégémonie de leur fraction y est menacée, ceux qui n'ont pas hésité à rompre l'unité du front contre la répression franquiste et à refuser de manifester contre le verdict de Burgos plutôt que de figurer aux côtés de la Ligue communiste ? Depuis le temps où, dans les années vingt, la C.G.T. de Jouhaux excluait les syndicats à direction communiste, les réformistes ont toujours eu l'initiative de la scission, de la division des organisations de masse, face aux révolutionnaires.

Certes, en un certain sens, les révolutionniares sont des diviseurs puisque, contrairement aux économistes et opportunistes de tout poil, ils n'acceptent pas de se mettre à la remorque du niveau actuel de conscience de la classe ouvrière, de s'y fondre. En ce sens, Lénine fut un grand « diviseur » devant l'Eternel !

Mais il est bien différent de « diviser » la classe en construisant un parti révolutionnaire dont le but est de *la réunifier à un niveau supérieur* dans la prise du pouvoir, et de la diviser en cassant ses organisations de masse, à commencer par les syndicats. En ce qui nous concerne, nous avons toujours tout fait – et nous continuerons à tout faire – pour maintenir l'unité de la classe ouvrière dans ses organisations de masse. C'est pourquoi, notamment, nous luttons pour la réunification syndicale.

Enfin, est-ce être diviseur que de refuser, comme le dit Salini, des alliances (sans principes) avec les « amis » de la classe ouvrière ? Dieu nous garde de tels « amis » qui ne sont le plus souvent que les agents directs de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Ce n'est pas là méconnaître la nécessité pour la classe ouvrière de conclure des alliances avec certaines couches petites-bourgeoises, mais rejeter résolument la façon dont le P.C.F. prétend les conclure dans le cadre de la stratégie de « démocratie avancée ».

L' «ENTRISME»

Venons-en maintenant à nos méthodes de travail dans les organisations ouvrières.

Le « spécialiste » P.C.F. du trotskysme, Léo Figuères, vient ici apporter sa petite pierre à l'édifice. Il sait par ses lectures que pendant de longues années, les groupes trotskystes pratiquèrent l'« entrisme ». Et aussitôt de découvrir cet « entrisme » dans le travail que font les révolutionnaires au sein des organisations syndicales pour mieux les détruire de l'intérieur (leur exemple favori étant la destruction de ... l'UNEF par les gauchistes). Les révolutionnaires, dit Figuères, ne sont pas des adversaires loyaux, se battant à visage découvert : ils se cachent, se camouflent pour mieux faire leur sale besogne.

Peu nous importe de savoir si Figuères a la « naïveté » de confondre l'entrisme et le travail des révolutionnaires dans les organisations de masse. Il nous semble cependant nécessaire de rétablir la vérité historique.

L'entrisme fut, au cours des années cinquante, le seul moyen trouvé par les révolutionnaires pour, sans dégénérer en secte, résister à la formidable pression du stalinisme, et garder le contact avec la classe ouvrière et ses luttes, par l'intermédiaire des partis qu'elle reconnaissait.

A l'heure actuelle, cette étape est dépassée ; la tâche est de construire des partis révolutionnaires et non plus de regrouper l'opposition révolutionnaire dans les partis staliniens.

Mais le travail dans les organisations de masse est une toute autre affaire. Ce travail est le droit et le devoir de tout révolutionnaire. Que Figuères relise à ce sujet les thèses des premiers congrès de l'Internationale Communiste ...

Et si souvent, encore à l'heure actuelle, nous ne pouvons travailler à visage découvert dans les syndicats, ce n'est pas par malveillance, mais parce que l'absence de démocratie syndicale empêche les tendances révolutionnaires de s'y exprimer en tant que telles. Cette situation, nous ne la créons pas ; au contraire nous la subissons et la combattons inlassablement.

ANATHEME OU RECUPERATION

Le dernier problème qui se pose au P.C.F. est celui de l'attitude à avoir face aux « gauchistes ». En ce domaine, les positions sont des plus diverses : les gauchistes sont-ils tous des flics ? Le sont-ils objectivement ou subjectivement ? Les « chefs » seuls sont-ils mauvais et les troupes seulement égarées ? Quelle est la meilleure façon de détruire le gauchisme ? Faut-il faire preuve de « patience et (d') esprit amical » (Salini) ou user des coups de poing ? L'éventail est large depuis l'exclusive implacable jusqu'à la compréhension apitoyée. Mais, pour Salini, une chose au moins est claire : pour « gagner au socialisme des forces que le gauchisme dévoie ou dévoierait », il n'est pas question d'accepter l'*action commune* avec lui, bien que dans « certains pays » (ceux où « ces formations sont parvenus à prendre de l'influence sur une partie notable des travailleurs »), des actions concertées soient parfois nécessaires. La raison pour laquelle le P.C.F. doit refuser ces actions communes est, pour Salini, très claire : elles permettraient aux groupes « gauchistes » de « s'imposer comme une composante du mouvement révolutionnaire ».

En effet. Et contre le P.C.F., nous saurons nous imposer, non pas en fait comme « une composante du mouvement révolutionnaire » (où le P.C.F. s'octroie généreusement la première place), mais comme *l'organisation révolutionnaire du mouvement ouvrier*. Malgré ses anathèmes et ses pseudo-analyses, le P.C.F. ne gagnera pas les « gauchistes ». Ce sont, au contraire, les révolutionnaires qui gagneront les meilleurs parmi les militants du P.C.F.

Christiane TILLIER

l'unef racontée aux travailleurs

par la fraction p.c.f. dans la c.g.t.

La « Vie Ouvrière », journal de la CGT, consacre quatre pages du No16.12.1970 à l'UNEF sous le titre « Histoire d'une liquidation ».
Elles sont signées Roger Guibert qui introduit ainsi :

« La rentrée universitaire qui vient de se dérouler a été marquée par une absence de taille : celle d'un mouvement syndical étudiant digne de ce nom, du fait de la crise de l'UNEF ... ».

En guise d'introduction, « balayer devant sa porte » ...

Si le camarade Guibert parcourt régulièrement la V.O. il retrouvera facilement un éditorial de son compère Berthelot faisant à peu près les mêmes constations mais pour la « rentrée sociale » : y aurait-il dans le mouvement ouvrier aussi une crise des syndicats ? .. qui expliquerait peut-être la crise de beaucoup d'autres mouvements ! ...

I — LE PCF ET LES ETUDIANTS

Depuis 10 ans le P.C.F. essaie vainement d'imposer sa ligne politique et ses organisations au mouvement étudiant. C'est la brèche ! ...Sur le terrain universitaire, à partir de son organisation étudiante l'U.E.C., se sont développées les organisations révolutionnaires

— qui ont fait de la révolte étudiante de mai 68 un élément décisif d'un formidable mouvement populaire

— qui sont sorties de l'université :

* pour occuper le terrain délaissé par le P.C. hors les entreprises (jeunesse, répression, solidarité internationale, cadre de vie des travailleurs ...)

* pour briser l'hégémonie stalinienne sur le mouvement ouvrier organisé jusque dans les entreprises.

A la faveur des difficultés du mouvement étudiant, le P.C. s'essaie à faire d'une pierre deux coups :

1) Avec l'opération UNEF-Renouveau il veut balayer ou isoler les militants révolutionnaires, en installant sur le milieu étudiant « un véritable syndicat de masse » qui entretiendrait « des relations normales avec les organisations syndicales de salariés, notamment la C.G.T. ».

2) En étalant le triste spectacle d'un syndicat étudiant qu'ils auraient « liquidé », il veut justifier sa chasse aux révolutionnaires dans les syndicats ouvriers. L'article de R. Guibert veut étayer ce dernier « mauvais coup » .

II — L'HISTOIRE DE L'UNEF AU SERVICE DE L'HYSTERIE ANTI-GAUCHISTE DE LA FRACTION P.C.F. DANS LA C.G.T. .

a) le P.C. présente un *raisonnement simple :*

La fraction P.C.F. a le devoir d'expulser de la C.G.T. tous les militants révolutionnaires pour les empecher de la détruire comme ils ont détruit l'UNEF.

b) notre réponse sera moins simpliste parce que plus fidèle à la réalité concrète du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier ; les éléments essentiels en sont les suivants :

1) Il n'y a jamais eu et il n'y aura sans doute jamais de grand syndicat de masse étudiant

2) Sont responsables de la crise du mouvement étudiant, d'abord et surtout les responsables de la crise du mouvement ouvrier

3) Le mouvement étudiant est malgré tout bien vivant mais il se refuse à « cogérer » avec l'UNEF-Renouveau ou à se stériliser dans l'UNEF.

III — « HISTOIRE D'UNE LIQUIDATION » OU LIQUIDATION DE L'HISTOIRE ?

Le P.C. doit prouver, pour accréditer sa thèse des gauchistes liquidateurs, qu'il existait dans le bon vieux temps de l'UNEF un syndicat de masse des étudiants avec lequel les syndicats ouvriers pouvaient collaborer.
Le pauvre Guibert qu'on a chargé de torturer l'histoire pour « la cause », visiblement a des remords : il ne trouve l'UNEF au goût de ses « patrons » que dans la courte période 60-62 : et encore a-t-il la pudeur de mettre l'UNEF de cette glorieuse « époque » entre guillemets : la « grande UNEF » écrit-il timidement.

Jusqu'en 1958, « le mouvement syndical étudiant était confiné dans un étroit corporatisme et une orientation réactionnaire par les « majos » ou « apolitiques », reconnaît Guibert. Et dès 1963, après la guerre d'Algérie l'UNEF était déjà le champ clos des gesticulations gauchistes.
Et entre les deux ? Il est difficile de nier que les « 80.000 membres de 1963 » étaient venus à l'UNEF surtout par solidarité active au peuple algérien ; très peu pour sa capacité de défense des intérêts réels des étudiants ; et sûrement pas pour sa diligence dans « la gestion des oeuvres universitaires » :
Guibert l'avoue indirectement : une photo des plus convainquantes illustre l'article et porte en légende : « 1961, des milliers d'étudiants dans la cour de la Sorbonne, pour la fin de la guerre d'Algérie ».

Cette guerre finie qu'allait-on faire ?
Pour le PC, c'est clair, il aurait fallu lancer la grande centrale étudiante sur la défense des « intérêts essentiels des étudiants ». Et bien des campagnes ont été lancées pour l'allocation d'études, les restau U et les résidences universitaires, contre le Plan Fouchet... et par des « syndicalistes ». Pourtant le grand syndicat étudiant de masse ne s'est pas développé ; les « syndicats » réactionnaires non plus d'ailleurs — (FNEF...) qui normalement auraient dû occuper le terrain déserté par les gauchistes. Toutes les mobilisations sur les « intérêts essentiels » des étudiants ont été courtes, fragiles et sans résultats !

IV — LE LANGAGE DE MARCELLIN ET DE CHABAN.

La chanson du PC sur le thème : « Il y a une majorité d'étudiants sérieux prêts à travailler et à participer à la gestion de l'université. Il suffit d'éliminer les minorités gauchistes ». C'est un air trop connu des assidus de la Télévision Nationale, c'est le morceau préféré des « chansonniers » tristement célèbres Faure, Guichard et Marcellin.
Ce couplet transposé dans les entreprises rend le son suivant : « la majorité des travailleurs veulent jouir des fruits de l'expansion et pour cela sont prêts à travailler et à discuter avec leurs partenaires sociaux de la répartition des résultats »
En milieu ouvrier, ce refrain-là est le morceau des FO et CFT. C'est au nom de la majorité des « sans histoires », de la « liberté du travail » qu'on lâche les CRS ou les nervis fascistes contre les piquets de grève ou les militants ouvriers. C'est au nom de la « cogestion » que l'on veut remplacer grèves et luttes de classes par la concertation et les contrats de progrès.

Le capitalisme est un tout, et l'université n'est pas un terrain neutre que l'on peut gérer démocratiquement.

V — QUE PEUVENT LES ETUDIANTS ?

* Les intérêts essentiels des étudiants...

Dans leur grande majorité, les étudiants ne sont plus les héritiers des grands bourgeois se préparant à la succession des papas-patrons.
La plupart des étudiants sont d'origine modeste. Ils sont de futurs salariés, techniciens ou cadres ou... chômeurs ! Ils ont le plus grand besoin d'allocation d'études, de cités, de restaurants universitaires et... de débouchés !

* ...ne peuvent pas être défendus par les seuls étudiants.

Tous ces étudiants pourraient apparemment se liguer dans un « syndicat ». Mais les « sages » du PCF savent mieux que personne, que tout organisme de défense ne peut vivre sans crise et dépérissement s'il n'a la possibilité de satisfaire suffisamment les intérêts qu'il est sensé défendre. Et le PC sait aussi que les étudiants et surtout la masse des étudiants modestes n'ont aucun moyen de pression directe vraiment contraignant pour le pouvoir : les facs peuvent faire grève pendant des mois sans que l'économie en soit inquiétée. Il suffit de « soigner » les secteurs indispensables, quelques grandes écoles et instituts... Où est la base objective du syndicat de masse étudiant !

VI — LA RESPONSABILITE DES DIRECTIONS OUVRIERES ?

Seuls les travailleurs qui tiennent les leviers de la production et des profits peuvent faire céder patrons et pouvoir. L'université, les « intérêts des étudiants », les organisations étudiantes sont liées au mouvement ouvrier.
Toutes les luttes étudiantes et l'UNEF (eh oui !) ont été victimes de la veulerie du PCF et des autres bureaucraties ouvrières. Guibert peut se préparer sur les prochaines rentrées universitaires : il n'y aura pas de rentrée universitaire favorable aux étudiants sans rentrée sociale favorable aux travailleurs ; les intérêts des travailleurs ne passent ni par la « nouvelle société » ni par les contrats de progrès ; les intérêts des étudiants ne passent ni par la réforme Faure ni par la cogestion : et la majorité des étudiants le sent si bien qu'ils ont spontanément boycotté à plus de 80 % les élections aux conseils de gestion : et pourtant ça n'empêche pas les apprentis bureaucrates de l'UEC d'y prôner forts de quelques % de voix et d'y cautionner la main-mise directe du patronat sur l'organisation de l'université.

Tant que Séguy et Marchais domineront le mouvement ouvrier, les étudiants et leurs organisations seront sur la corde raide.

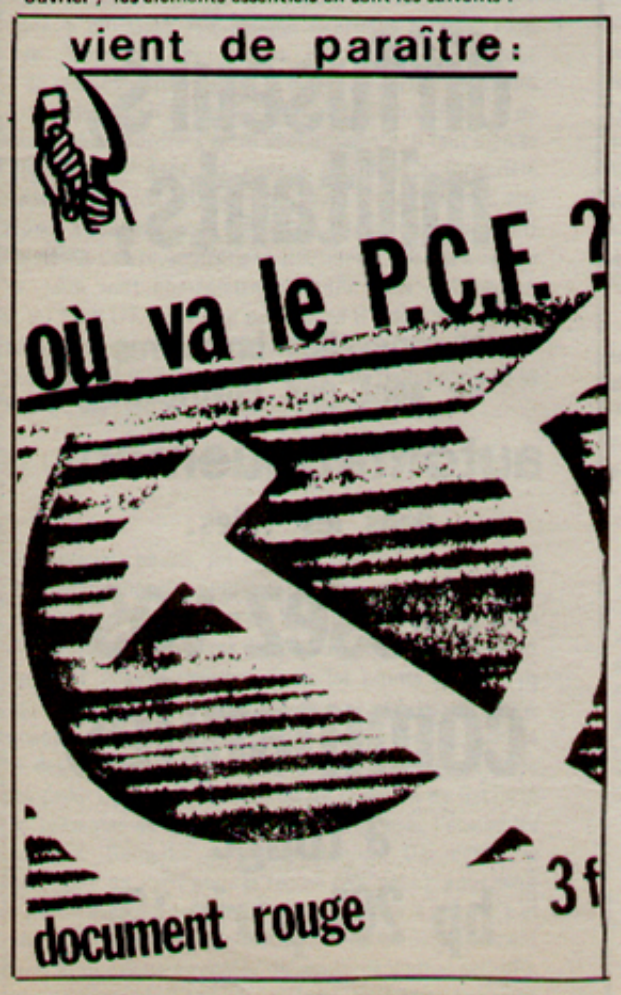
VII — POURTANT LE MOUVEMENT ETUDIANT EST BIEN VIVANT

Beaucoup de militants étudiants maîtrisent parfaitement les données de la situation : attaques patronales contre l'université, impuissance des seuls étudiants à les contrer, capitulation des bureaucraties ouvrières malgré la combativité des travailleurs.
Ces militants s'efforcent de ne pas tromper la masse des étudiants : ils se refusent à leur raconter la belle histoire du grand syndicat étudiant capable de défendre leurs intérêts essentiels : ces histoires sont des mensonges que les étudiants ne croient d'ailleurs plus et qui de toute façon les mèneraient à l'échec et au découragement. Ces militants proposent à tous les étudiants radicalisés par la situation qui leur est faite de se battre sur les divers terrains où ils peuvent, selon la conjoncture, et particulièrement les mobilisations ouvrières, marquer des points face au pouvoir : la seule organisation permanente viable qui peut assumer ces luttes ne ressemble guère bien sûr au grand syndicat de masse des étudiants axé essentiellement sur la défense de leurs intérêts essentiels.
C'est beaucoup plus précisément une organisation politique de masse sans laquelle les étudiants apprennent les limites de leurs actions corporatistes (qu'ils ne négligent pourtant pas) l'imbécilité des actions destructrices de désespérados (par ailleurs explicables !) et qui leur permet d'engouffrer leur force organisée dans tous les combats qui peuvent être gagnés sur les divers fronts :

— ordre moral
— conditions de vie
— solidarité internationale
— soutien aux luttes ouvrières

Le syndicat de masse des étudiants est un mythe et l'UNEF en est morte. L'heure est à la construction d'un Mouvement National des Comités de Lutte.
La crise du mouvement étudiant est liée à la crise du mouvement ouvrier. Les militants révolutionnaires le savent, qui travaillent à construire le parti révolutionnaire en formant et organisant sur les entreprises les militants ouvriers du parti révolutionnaire sans abandonner aux comparses des Seguy et Marchais, l'organisation des luttes étudiantes.

Jean METAIS



le petit livre rouge des ecoliers et des lycéens
en vente à rouge 5f.

face aux provocations patronales

nantes

une riposte de masse!

Depuis quelques mois la région nantaise est particulièrement touchée par la restructuration de la métallurgie : accélération des concentrations financières et de leurs conséquences pour les usines nantaises ; liquidation des usines non rentables, des avantages obtenus dans certaines usines etc...

A la SFAC–Batignolles (nouveau groupe Creusot-Loire) la direction a systématiquement refusé de réajuster les salaires sur le niveau général de la métallurgie nantaise (en 68 les travailleurs des Batignolles ont eu 2 % d'augmentation de moins que le reste de la métallurgie) et même sur celui des autres usines de Creusot-Loire.

Devant l'intransigeance patronale face à leurs revendications, devant le manque de perspectives que leur offraient les syndicats (1 heure de grève ça et là pour appuyer des négociations sans aucun résultat) les travailleurs ont exprimé leur mécontentement accumulé depuis de nombreuses années en saccageant des locaux administratifs le vendredi 15 janvier. A cela, la direction a répondu par une véritable provocation : lundi, lock-out de l'usine pour les 1800 travailleurs. Les directions syndicales, devant l'approche des municipales, refusent d'élargir et de généraliser le mouvement comme le commandent les intérêts des travailleurs, mais cherchent à reprendre en main la situation, quitte à briser la combativité ouvrière. Leur seule riposte : une manifestation des travailleurs de l'usine sans mots d'ordre, sans drapeaux et une heure de débrayage dans la métallurgie. Face à cela, l'intervention des révolutionnaires doit montrer où sont les intérêts des travailleurs et qui sont les diviseurs dans la lutte.

Dès le mardi, les militants de la Ligue sont intervenus par une Taupe Rouge spéciale sur la métallurgie nantaise : 1) pour appeler à la solidarité avec les travailleurs des Batignolles,

* pour faire front aux attaques du patronat qui cherche à saper la combativité dans les usines qui se mobilisent isolément.
* pour mener la lutte sur les revendications unifiées des métallos:

200 F d'augmentation pour tous
échelle mobile
pas de licenciement sans reclassement dans des conditions équivalentes de travail et de salaire.

2) pour appeler à une mobilisation massive et organisée

* assemblées générales par entreprise, convoquées par les syndicats et où les travailleurs décideront de la mobilisation et de son organisation.
* manifestation centrale inter-syndicale.

Le tract de la Ligue a été bien accueilli et discuté dans les différentes usines, mais les bureaucrates tiennent la situation en main, laissant isolée l'usine lock-outée pendant qu'ils mènent avec la direction des négociations sur les revendications.

Quant aux maoïstes, malgré une implantation de longue date (67-68) dans l'usine, ils ont été incapables d'offrir quelque perspective à la combativité ouvrière qui débordait l'appareil syndical. Leur seule action aura été d'exalter la violence des masses devant quelques étudiants en attendant « que ça saigne dans les rues de Nantes ».

– les armes des patrons, c'est la provocation et la répression
– l'arme des travailleurs, c'est la lutte massive et organisée
– les travailleurs ne feront pas les frais des concentrations capitalistes
– levé du lock-out – satisfaction des revendications.

la répression

Arrêtés le 5 décembre 70, 5 ouvriers maoïstes sont jugés à Nantes le 22 janvier pour peinture sur la gendarmerie de la Chapelle-sur-Erdre et jet de purain sur un bateau-promenade le 14 juillet dernier.

Un second procès aura lieu pour l'incendie de la voiture du proviseur du lycée Clémenceau en octobre 70. Après 8 jours de grève de la faim, l'un d'entre eux était mis en liberté provisoire. Il aura fallu 35 jours pour qu'un second qui possédait un alibi soit à son tour relâché. Les 3 autres demeurent en détention préventive et participent à la grève de la faim nationale pour l'obtention du statut politique.

Un fait extrêmement grave est intervenu : 3 de ces camarades ont été licenciés alors même qu'ils ne sont pas condamnés. A l'avenir il suffira qu'un militant ouvrier soit retenu 4 jours par des flics pour n'importe quel motif pour qu'il soit automatiquement viré de sa boite. C'est une nouvelle arme dans la panoplie de la répression patronale.

Le S.R. a pris en main la défense de ces camarades et organise la popularisation la plus large de ces cas de répression par des tracts et affiches dans les facultés, lycées, usines, pour un meeting jeudi en faculté.

Le 20.1.71

dernière minute

La grève illimitée est votée !

Jeudi 21 au matin, la direction de l'usine lève le lock-out, et repousse les négociations avec les représentants syndicaux au 14 février.

Un meeting intersyndical de 1.800 travailleurs se tient devant l'usine. La CGT, majoritaire aux élections professionelles, demande la reprise du travail, en appelant à continuer la lutte à l'intérieur, c'est-à-dire à revenir aux grèves de pression dont l'inefficacité a été plus que démontrée.

La CFDT, par ailleurs fortement implantée dans la plupart des usines métallurgiques de la région nantaise, défend la prolongation de la grève (un représentant FO, à peine écouté, propose la reprise du travail après que des garanties sur les négociations soient obtenues auprès de la direction).

Le vote qui suit traduit le haut degré de combativité des travailleurs de Batignolles. La poursuite de la grève est votée à l'immense majorité. Moins d'une centaine de travailleurs se prononcent pour la reprise du travail.

C'est une gifle pour la CGT qui va tenter de reprendre les choses en main. Elle est pour une manifestation intersyndicale des métallos de la région demain vendredi, ce qui lui permettrait de clore la semaine et si possible la mobilisation.

La CFDT, elle, se bat pour une manifestation lundi prochain, qui ouvrirait une semaine de mobilisation sur la métallurgie.

Le 21.1.71
Correspondant

rueil licenciements

Une entreprise va fermer à Rueil : une blanchisserie dont le patron a fait faillite (il avait été séquestré la semaine dernière) ; 17 ouvrières n'ont pas touché leur dernier mois... et l'ensemble du personnel est sans emploi. Les cellules de Rueil de la Ligue appellent à un soutien de la population, à des collectes pour venir en aide aux licenciés.

Au centre de psychotérapie de Rueil, deux grèves successives ont eu lieu à l'annonce de la fermeture du centre qui, théoriquement, doit être racheté par la MGEN.

Un comité de grève CGT–CFDT–non syndiqués a été formé. Les revendications portent sur la réembauche collective de l'ensemble des travailleurs. Les responsables de la MGEN ne se sont pas prononcés clairement en ce qui concerne la réembauche de tous les travailleurs. La fermeture du centre est la conséquence directe de la loi hospitalière.

Les deux fermetures d'entreprise sont les conséquences de la politique du pouvoir, des mesures de rentabilisation. Voilà comment se passent les choses au pays du député Baumel !

– pas de licenciement sans reclassement immédiat, dans les mêmes conditions de salaire !
– soutenons les luttes isolées !
– Solidarité avec les travailleurs licenciés !

Correspondant

communiqué

Vendredi 8 janvier, la direction du Comité d'Établissement de l'usine RENAULT-SANDOUVILLE (à majorité CGT) a décidé de licencier un cuisinier pour fautes professionnelles.

Depuis le lundi 11 janvier, à l'appel de son syndicat CFDT, le personnel du restaurant d'entreprise s'est mis en grève, contestant le prétexte invoqué, reconnaissant que le véritable motif de licenciement est l'appartenance de leur camarade à la Ligue Communiste, exigeant sa réintégration.

La direction du syndicat CGT de Renault Sandouville, après avoir exclu de ses rangs ce militant qui avait le tort de remettre en cause son réformisme, le licencie à deux jours de sa présentation comme candidat aux élections des délégués du personnel.

La section du Havre de la Ligue Communiste :

– dénonce cette atteinte scandaleuse à la démocratie ouvrière consistant à envoyer au chômage les militants exprimant leurs désaccords avec la politique que mène la fraction du P.C.F. dans la C.G.T., et ceux qui se plaisent à la cautionner.
– rappelle que ce licenciement intervient après :
– l'affaire de Vernon où la direction de l'U.D.-C.G.T. de l'Eure a pratiquement désigné à la répression 3 de ses militants « coupables » d'avoir défendu DEVAUX, HERVE, TROUILLEUX dans la tradition de lutte anti-militariste du mouvement ouvrier.
– l'affaire HERNOT, où la même direction a dans un congrès clandestin destitué et exclu le secrétaire de la C.G.T. de la vallée de l'Andelle en raison de son adhésion à la Ligue Communiste.
– l'exclusion de 4 militants C.G.T. de leur syndicat à l'hopital psychiatrique de Sotteville les Rouen pour les mêmes motifs.
– soutient la lutte du personnel du restaurant pour la réintégration de leur camarade.
– appellent les travailleurs à faire respecter dans leurs propres organisations les principes de la démocratie ouvrière sans lesquels ne peut se développer une lutte unitaire du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie et son Etat.

SECTION DU HAVRE
de la LIGUE COMMUNISTE

le 14.1.1971

vient de paraître :

diffuseurs, militants,

les nouvelles brochures ne sont pas envoyées automatiquement dans les villes.

passez vos commandes

à rouge
bp 201 paris 19

Le 25 novembre 1970, à la suite des articles crapuleux d'Alain Guérin dans l'Humanité sur quelques aspects singuliers du « gauchisme », le bureau politique de la Ligue Communiste avait envoyé cette lettre aux organisations ouvrières suivantes :

LO, OCI, PSU, UNIR, UNEF, FEN, CFDT, CGT, EE, SNESup, SNCS, SNI, SNEP, FO, PCF :

Camarades,

La série d'articles d'Alain Guérin sur « certains aspects singuliers du gauchisme » publiés par l'Humanité, nous ont indignés à plusieurs titrs : calomnies, allusions sans preuves, destinées à jeter la suspicion, allégations diffamatoires (concernant notre camarade Hubert Krivine en particulier) y sont accumulées.

Nous estimons que de telles pratiques appellent une position ferme de l'ensemble des organisations attachées au respect de la démocratie ouvrière.

1) Alors qu'Alain Guérin, dans ses « révélations » prend à plusieurs reprises la précaution de ne citer que les initiales des noms propres, il dénonce en toutes lettres notre camarade Lafférière, militant CFDT à la compagnie des Compteurs de Montrouge, le désignant ainsi ouvertement à la répression patronale. Il s'agit de DELATION pure et simple. De telles méthodes doivent être bannies du mouvement ouvrier.

2) Au moment où Laurent Salini explique dans l'Humanité que tout militant syndical demeure libre par ailleurs de ses convictions et affiliations politiques, et que nul ne peut lui en demander compte dans le syndicat, ce qui est en question, à travers de telles dénonciations, c'est le droit des révolutionnaires à militer dans le syndicat. L'attaque publique de notre camarade Lafférière, venant après l'exclusion de la CGT de Gilbert Hernot, secrétaire de l'UL de la Vallée de l'Andelle (Eure) en raison de son adhésion à la Ligue Communiste, venant après la tentative d'exclusion de la CGT de deux militants révolutionnaires des Assurances de l'Union prend l'allure d'une attaque en règle contre la présence des militants révolutionnaires dans les syndicats.

Devant la gravité de ces faits :

1) Nous vous demandons de prendre publiquement position contre le procédé de délation au sein du mouvement ouvrier et pour le droit des militants évolutionnaires à militer dans le syndicat, en respectant la démocratie syndicale qui doit être en vigueur.

2) Nous vous demandons que chaque organisation délègue un représentant à un Conseil d'Honneur du mouvement ouvrier qui enquêterait sur les diffamations d'Alain Guérin, rédacteur de l'Humanité et qui se prononcerait en conséquence sur le fait qu'un individu qui introduit de telles moeurs dans le mouvement ouvrier puisse encore s'exprimer dans sa presse ou en son sein.

En espérant une réponse rapide de votre part,

Salutations révolutionnaires

Le Bureau Politique de la Ligue Communiste (SFQI)

Nous publions aujourd'hui les réponses qui nous sont parvenues.

Nous ne nous étonnons guère de l'absence de réponses du PCF et de la direction de la CGT, qui poursuivent dans leurs organes de presse et plus pratiquement par des exclusions leur campagne contre les révolutionnaires.

Il est néanmoins tout à fait important qu'un certain nombre d'organisations, dont la CFDT, aient pris position sur les articles d'Alain Guérin, et aient répondu à la lettre du B.P. de la Ligue. Le respect de la démocratie ouvrière intéresse l'ensemble du mouvement ouvrier, et l'ensemble de ses organisations. C'est à ce titre et dans cet esprit que nous avions pris l'initiative de proposer à chaque organisation la délégation d'un représentant à un conseil d'honneur du mouvement ouvrier enquêtant sur les calomnies d'A. Guérin. Nous envisageons la possibilité de la réalisation de cette initiative, comme nous tenterons d'engager dans l'avenir des ripostes unitaires et les plus larges possibles aux pratiques anti-démocratiques qui visent à interdire aux militants révolutionnaires toute activité dans le mouvement ouvrier organisé.

contre la calomnie au sein du mouvement ouvrier

REPONSES D'ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES A LA LETTRE OUVERTE DE LA LIGUE COMMUNISTE

BUREAU POLITIQUE DE L'O.C.I.

au BUREAU POLITIQUE de la LIGUE COMMUNISTE

Chers Camarades,

Notre B.P. a discuté des propositions publiées sous forme de « lettre ouverte du B.P. de la Ligue Communiste » dans le numéro de ROUGE, en date du 30 Novembre 1970.

Tant en ce qui concerne la mise au point de ces propositions concernant la défense de la démocratie ouvrière dans les organisations syndicales, que sur la constitution d'un « Conseil d'Honneur du mouvement ouvrier qui enquêterait sur les diffamations d'Alain Guérin, Rédacteur de l'Humanité », le B.P. de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IVème Internationale) mandate le camarade Claude CHISSEREY pour discuter avec vous des modalités d'application.

En effet, nous estimons ces propositions positives, car se situant sur une orientation correcte tendant à appeler, comme vous l'avez fait, toutes les organisations ouvrières et démocratiques : « L.O.- O.C.I.- P.S.U.- UNIR- U.N.E.F.- F.E.N.- C.F.D.T.- C.G.T.- E.E.- S.N.E.Sup- S.N.C.S.- S.N.I.- S.N.E.P.- F.O.- et P.C. » à condamner, indépendamment de leurs divergences, la colomnie, les provocations, les exclusions pour délit d'opinion, qui ne peuvent que servir la bourgeoisie et son Etat.

Salutations trotskystes

Claude CHISSEREY

ECOLE EMANCIPEE

Malaunay le 5 décembre 1970

Au Bureau Politique de la Ligue Communiste
(Section française de la IVème Internationale)

Camarades,

Nous avons bien reçu la copie de la lettre que vous avez envoyée le 25 novembre aux organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier au sujet de la série d'articles inqualifiables et à vocation policière d'A.GUERIN parus dans « l'Humanité » sur « certains aspects singuliers du gauchisme ».

Nous pensons bien évidemment avec vous que la diffamation et la délation ainsi érigés en système appellent une réponse ferme du mouvement ouvrier. Tendance syndicale révolutionnaire dans l'Enseignement, c'est depuis plusieurs dizaines d'années que nous luttons contre les ravages du stalinisme. Il va de soi que notre tendance prendra position contre cette nouvelle attaque contre la démocratie ouvrière en général et la démocratie syndicale en particulier.

En ce qui concerne la réunion d'un « Conseil d'Honneur du Mouvement Ouvrier », nous pensons qu'effectivement cette initiative peut être une bonne expression de notre volonté de voir s'établir d'autres moeurs dans le mouvement ouvrier. Nous ne sommes par une organisation et n'avons donc pas à déléguer un représentant à cet éventuel « Conseil » (une autre attitude de notre part ne pourrait d'ailleurs qu'engendrer des exclusives préjudiciables à l'initiative elle-même...), mais nous communiquons copie de votre lettre à nos camarades qui siègent dans les instances nationales de la FEN et de ses différents syndicats nationaux afin que ces organisations n'ignorent pas votre proposition et soient ainsi placés devant leurs responsabilités.

Salutations Révolutionnaires,

Pour les Amis de l'Ecole Emancipée

Michel CHAUVET

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES FORCE-OUVRIERE DE LA REGION PARISIENNE

Paris, le 8 décembre 1970

Lettre ouverte

Chers Camarades,

Nous vous informons que nous sommes pour le droit de tous les travailleurs, sans exception, à adhérer et à militer dans nos Syndicats à charge pour eux de ne pas introduire, sous quelque forme que ce soit, leurs idées politiques dans l'Organisation, de ne pas chercher à la noyauter en un mot de respecter son indépendance.

En vertu de ce principe et de la réciprocité qu'il appelle, il ne nous est pas possible de mettre en cause les articles d'un rédacteur politique, articles que, du reste, nous n'avons pas lus.

Avec nos salutations.

Le Secrétaire Général
A. BONNAURE

CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL

Mercredi 23 décembre 1970

Aux membres du Bureau Politique LIGUE COMMUNISTE

Chers Camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre-circulaire du 25 novembre et la lettre d'Alain Krivine relatives à la série d'articles d'Alain Guérin dans l'« Humanité ».

Votre première lettre nous est parvenue au moment où nous intervenions auprès de la Rédaction de l'« Humanité », nous ne pouvions laisser passer sans réagir les graves accusations portées par l'auteur des articles contre une organisation (la Fédération de l'Habillement Hacuitex) et des militants de la C.F.D.T.

Cette intervention n'est pas restée sans réponse puisqu'elle a fait l'objet d'une explication dans l'« Humanité » du 13 décembre, explication qui, si elle a nuancé les accusations portées contre des organisations de la C.F.D.T. en déclarant « ne pas les mettre en cause », est restée muette sur celles portées à l'égard de militants nommés dans la série d'articles.

D'autres organisations de la C.F.D.T. ont eu l'occasion d'intervenir, soit auprès de la direction de l'« Humanité », soit auprès des organisations locales du P.C.F. (notamment notre Union Départementale des Hauts de Seine auprès de la Fédération du P.C.F.).

Nous vous informons que nos interventions restent dans un cadre syndicaliste et que nous n'avons pas envisagé d'agir en la matière avec des formations politiques.

Nous avons l'habitude d'être attaqués par différents partis ou groupes politiques et nous passerions notre temps en polémique s'il nous fallait répondre à toutes les accusations, quand ce ne sont pas des injures, qui nous sont faites ; toutefois, pour la série d'articles d'Alain Guérin, et compte tenu que l'« Humanité » touche de nombreux travailleurs, nous avons tenu à réagir comme il se devait.

Veuillez croire, Chers Camarades, à nos meilleures salutations syndicalistes.

A. DETRAZ

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Chers Camarades,

Comme vous le savez, le BN a toujours condamné l'emploi des calomnies et des attaques de style policier au sein du mouvement ouvrier. C'est pourquoi en réponse à votre lettre du 28 novembre 1970, nous vous indiquons que nous sommes tout à fait prêts à défendre le droit des militants révolutionnaires à militer à part entière dans les syndicats.

En ce qui concerne le Conseil d'Honneur destiné à faire justice des accusations lancées par A.Guérin, nous demandons à être plus amplement informés sur les objectifs que pour votre part vous lui assignez, avant de vous donner la réponse définitive.

Salutations révolutionnaires

Le Bureau National du Parti Socialiste Unifié

LUTTE OUVRIERE

Chers Camarades,

C'est avec un grand intérêt que nous avons pris connaissance de votre lettre faisant suite, entre autres choses, à la série d'articles calomniateurs publiés par l'Humanité sous la signature d'A.Guérin.

Nous ne pouvons évidemment qu'être entièrement solidaires de vous en ce domaine, et cela d'autant plus que nos militants se heurtent aux mêmes procédés, employés par les mêmes adversaires dans leur activité quotidienne.

Notre tendance, qui d'ailleurs a été la première à engager la lutte pour conquérir le droit d'expression pour les révolutionnaires, à la porte des entreprises et en leur sein, a toujours considéré la défense de la démocratie ouvrière comme l'un de ses objectifs fondamentaux.

Et si nous pensons que pour avoir une réelle portée un jury d'honneur devrait déborder largement le cadre des groupes révolutionnaires, nous sommes évidemment prêts à soutenir tous vos efforts en ce sens.

Recevez chers camarades, nos salutations communistes.

Pour Lutte Ouvrière
François DUBURG

FEN: SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES

10 décembre 1970

Chers Camarades,

En réponse à la lettre ouverte de votre B.P. datée du 25 novembre 1970, le B.N. du S.N.C.S. rappelle la position de notre syndicat à propos de ces problèmes telle que l'a exprimée notre Commission administrative dès le 26 avril 1969 :

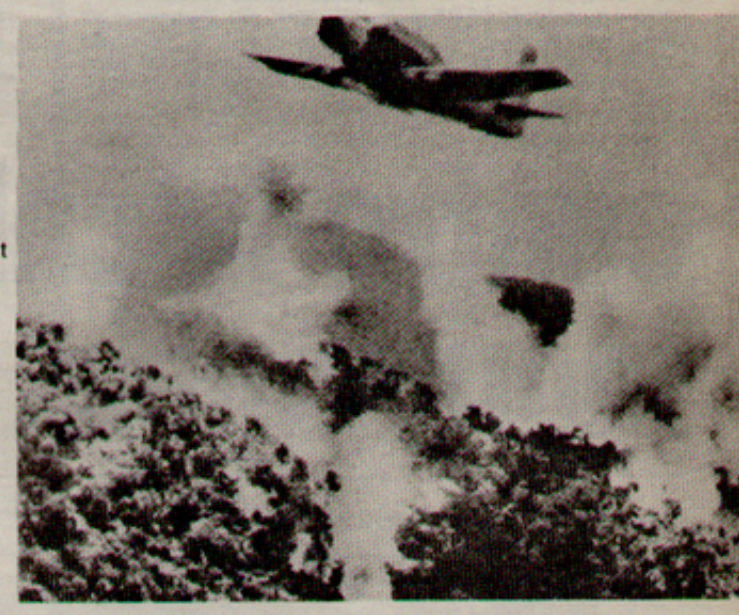
« La C.A. du S.N.C.S. condamne tout usage de la force physique, tout usage de pressions de tout ordre contre la liberté d'expression, toute dénonciation nominale appelant à la répression ou appui sur des forces ennemies au mouvement ouvrier dans les discussions entre les militants se réclamant des idéologies du mouvement ouvrier ; ces pratiques conduisent la bourgeoisie, sous couvert d'arbitrage, à renforcer sa répression ».

Il est bien évident que vous pouvez faire un usage public de cette lettre.

Recevez, Chers camarades, nos cordiales salutations.

G. BENGUIGUI
Secrétaire général

l'intensification de la guerre impérialiste



La guerre au Vietnam ne s'est pas ralentie

Depuis plus d'un an, l'administration Nixon, s'emploie à mystifier l'opinion américaine et l'opinion mondiale. Dans les propos du sinistre patron de la Maison Blanche, il n'est question que de desengagement U.S., de vietnamisation de la guerre, de promesses de s'acheminer vers la fin du conflit. Il y a dix jours à Paris, Melvin Laird, secrétaire d'Etat à la défense, parlait de la seconde étape de la vietnamisation, qui « même si les négociations de Paris n'aboutissaient pas », permettrait aux troupes U.S. de se retirer, dans la mesure où les responsabilités dans le domaine de la logistique, de l'artillerie et du soutien aérien auraient été transmises progressivement aux troupes de Saïgon.

Mais du temps ou Nixon et Laird tiennent de tels propos, les Etats-Unis renouvellent les attaques aériennes contre le nord Vietnam. Attaques que Jonhson avait dû interrompre en octobre 68 après les avoir déclenchées en février 65.

La reprise des bombardements du nord Vietnam a commencé de sortir de sa torpeur une partie de l'opinion politique mondiale. Cette opinion peu armée contre la politique retorse de la Maison Blanche, se laissait aller à la croyance journalistique selon laquelle la faiblesse des engagements militaires U.S. sur le terrain était le signe d'une mise en veilleuse de la guerre, au moins au sud Vietnam.

Après la défaite des grandes opérations « chasser et détruire » U.S. des saisons sèches 65-66 et 66-67 (1), après l'offensive généralisée du FNL lors du Têt 68, l'opinion publique jugeait de la situation au Vietnam selon l'importance des affrontements. Elle sous-estima pour cela, l'enjeu de la bataille politique engagée par le FNL au lendemain du Têt (constitution du GRP au sud vietnam, offensive diplômatique avec l'ouverture des conversations de Paris). Mais elle s'indigna et s'embrasa avec l'invasion U.S. au Cambodge et la riposte foudroyante que lui opposa les forces populaires cambodgiennes. Du coup, la situation militaire au Cambodge qui n'a cessé d'empirer pour la clique Lon Nol, apparut comme le baromètre de la situation dans la péninsule et relégua au second plan le développement des luttes au sud Vietnam et au Laos.

Un fait essentiel, caractéristique de la situation au lendemain du Têt 68 resta masqué à l'opinion politique mondiale. : L'accentuation de la politique de « bombardements massifs et indiscriminés tant sur les zones libérées (par le FNL) que sur les zones occupées » (études vietnamiennes No23). Cette politique de destruction systématique commença à partir du Têt 68, traduisant l'impuissance et la rage de l'état major devant ses revers. Au cours des années précédentes, l'aviation américaine avait du moins ménagé les centres urbains et leur périphérie censés être sous la protection de l'administration fantoche. Devant l'offensive FNL du Têt, elle n'hésita pas à déverser des milliers et des Milliers de tonnes de bombes sur Hué, Saïgon, Ben Tre, My tho ... rasant des quartiers entiers voire des villes entières. En une seule semaine (juillet 68) 16.000 tonnes de bombes étaient larguées par les B52 sur les environs de Saïgon. Ce chiffre fut dépassé et de loin par la suite. La fin des bombardements au nord Vietnam, bien loin d'entraîner la fin des bombardements au sud Vietnam, entraîna *leur accroissement considérable*. La politique du « tapis de bombes » et du regroupement de la population en camps de concentration allait être développée, tout au long des années 69-70, et pas seulement au sud Vietnam, mais également au Laos.

L'« opération Cambodge » de Nixon a conduit à la généralisation de la lutte révolutionnaire dans toute l'Indochine et au redoublement de l'impasse U.S. Incapablede disputer le terrain aux forces populaires tant au sud Vietnam, qu'au Laos, qu'au Cambodge, les militaires américains entendent le leur rendre intenable. C'est là l'objet de leur politique de bombardement systématique et de « Vietnamisation » de la guerre.

guerre est « commode » pour les criminels de la Maison Blanche. Elle engage peu d'hommes, mais surtout les avions, elle est très meurtrière et destructrice, sans couter trop de vie de GI's au demeurant de plus en plus réticents au combat. De plus « alors que les armes usuelles, classiques ou atomiques, ne sont efficaces que contre des populations concentrées dans des villes, les armes chimiques et bactériologiques le sont au contraire justement contre des populations paysannes disséminées, peu aptes par leur niveau technique à se défendre contre la chimie et la bactériologie » (3). Certes, grâce à ses traditions de luttes et d'organisation, le peuple vietnamien fait front, mais à quel prix. Ce prix, il dépend de chaque militant, de chaque personne, en quelque endroit que ce soit que les vietnamiens le payent ou non. La R.D.V. a dénoncé l'utilisation de produits chimiques dans les bombardements dont elle est victime à nouveau depuis le 21 novembre 70. Voilà qui éclaire la nouvelle politique d'escalade de Nixon. Il ne suffit pas de raser le Sud, il faut affamer, empoisonner le Nord.

La nouvelle escalade U.S.

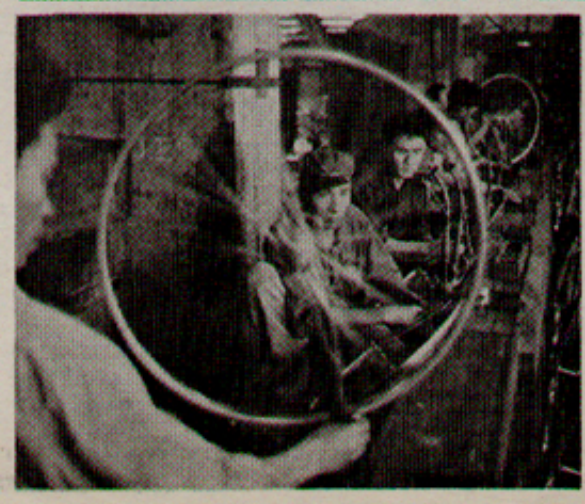
Après le Raid de Son Tay le Pentagone pendant une semaine, nia que des bombes aient été lancées sur la RDV. Puis il reconnut que des positions « militaires » avaient été mitraillées et bombardées par l'aviation américaine dans la région de Hanoï. Cela n'empêcha pas son porte-parole Daniel Henkin d'insister sur le fait qu'il ne s'agissait pas de véritables bombardements mais plutôt de « bombardements par défaut ». « Je ne saurais catégoriquement affirmer qu'aucune bombe ne soit tombée dans la région » (cette déclaration du 27 novembre démentait celle de Laird qui trois jours plus tôt niait tout bombardement sur le nord Vietnam ».

Puis la presse déclara qu' avion U.S. avait bombardé une batterie anti-aérienne au nord Vietnam ». Ce que le commandement américain justifia en parlant de « légitime défense et de protection », arguant même d'accords tacites entre gouvernement U.S. et R.D.V. reconnaissant aux américains le droit de « vols de reconnaissance » au-dessus du territoire nord Vietnamien. Ces mensonges ont été dénoncés par la R.D.V. qui a également mis un terme à la campagne de Nixon sur le sort des prisonniers américains. Les diverses mystifications du Pentagone ayant fait long feu, Nixon menace de reprendre les raids sur le nord-Vietnam (10 décembre). On apprend alors que le raid sur Son Tay avait pour but de détourner l'attention des bombardements massifs qui l'ont suivi. Depuis, l'escalade des bombardements n'a fait que gagner, non seulement le nord Vietnam mais dans toute l'Indochine. Le vendredi 15 janvier le 16 et le 17, des bombardements ont eu lieu. Pour l'administration Nixon il ne s'agit que d'attaques contre les bases de radars au nord Vietnam. En fait les bombes à billes (bombes antipersonnelles d'efficacité nulle contre les objectifs militaires) ont été abondament utilisées de même que des produits chimiques comme déjà les 6 et 8 janvier.

La guerre est devenue plus atroce et meurtrière

La politique de Nixon-Laird ne se paye plus de déclarations d'intention d'écraser l'adversaire sur le terrain. La politique des Nixon-Laird se fait doucereuse, au goût du jour : désengagement, vietnamisation, retour progressif des troupes américaines, voilà les formules qui endorment l'opinion publique. Mais pendant ce temps, les opérations militaires sont remplacées par des massacres systématiques, comme à Son My, Ben Luc, Lang Vay (2) et surtout par la guerre chimique.

« De grandes entreprises américaines, des laboratoires d'université, préparent à une grande échelle le CBW, Chemical biological warfare, la guerre chimique et bactériologique ». La guerre bactériologique ne semble pas avoir encore été utilisée ; pourtant, tout un arsenal a été minutieusement préparé, pour les usages les plus divers. Quant à la guerre chimique, au contraire, elle est l'arme essentielle actuellement ». Les gaz toxiques ou semi-toxiques les herbicides ou défoliants, les produits qui empoisonnent le bétail, les récoltes où les hommes sont massivement utilisés. « C'est une véritable destruction de toute vie sur de larges zones qui est tentée, un véritable biocide, s'ajoutant au génocide humain ou l'accompagnant ». Cette



Il n'est plus permis de douter. Au mois de décembre, à travers la campagne Nixon pour les « boys » prisonniers et la campagne de justification des « réactions protectrices » contre le Nord, il s'agissait pour le gouvernement U.S. de préparer l'opinion publique américaine et mondiale à une nouvelle escalade de la guerre contre le nord Vietnam. Cette escalade est commencée, son accentuation est imminente ; le devoir de tout militant révolutionnaire est de faire tout ce qu'il peut pour l'empêcher.

Quelle escalade ? Le précédent de la Corée

La politique d'escalade U.S. correspond à une fuite en avant, elle traduit l'impasse dans laquelle sont les troupes U.S. et leur incapacité d'arracher la décision sur le terrain. Elle correspond à une politique d'anéantissement du peuple vietnamien. Faute de briser les forces militaires révolutionnaires, il faut briser les peuples indochinois. Faute de prendre le contrôle des « populations » il faut les soumettre par la terreur, au besoin les exterminer. Echouant dans la « guerre spéciale » (1961-1965) (4) l'administration Yankee se précipita dans la « guerre locale ». Incapable par ses « conseill ers » d'assurer la victoire, ou plutôt de prévenir de la défaite des fantoches saïgonnais, la Maison Blanche multiplia ses troupes. 40.000 conseillers devinrent plusieurs centaines de milliers. Les divisions U.S. se lancèrent directement dans la politique de « chercher et détruire le Vietcong », (5) tandis que les bombardements massifs de la R.D.V. se développaient à partir de février 65. La fuite en avant de Johnson conduisit à la défaite du Têt 68. Mais Nixon ne sortit pas du type d'impasse qu'avait connu son prédécesseur. L'offensive U.S. contre le Cambodge a mobilisé plus d'hommes que les plus grandes offensives de l'hiver 66 et du printemps 67 au Vietnam ; elle conduit a un échec flagrant.

L'administration Nixon en a-t-elle tiré leçon ? pas du tout. Après la fuite en avant dans le soutien à Lon Nol, de nouvelles fuites en avant se préparent au Pentagone. La construction accélérée en Thailande d'immenses bases d'aviation traduit l'effort constant de l'état major U.S. pour accentuer sa politique de bombardement. Puisqu'il est question de mater les populations « communistes » du Sud- Est Asiatique par une politique de destruction féroce, les B 52 seront plus efficaces que les compagnies de rangers. De plus les B 52 n'attireront jamais au gouvernement U.S. les ennuis que lui attirent les « boys » enclins à protester a postériori contre les massacres de populations. Les B 52 ne s'attireront pas de procès. De plus ils ont l'avantage d'être quasiment invulnérables face à la D.C.A. des forces populaires qui sont loin de disposer des armes anti-aériennes soviétiques les plus récentes. Le corollaire du « désengagement » est donc l'accentuation de la politique de « destruction sans discrimination ».

C'est parce qu'ils sont acculés à l'impasse que les militaires U.S. sont prêts à s'engager dans des entreprises encore plus monstrueuses que celles qu'ils ont menées jusqu'ici. Il est évident que dans la reprise de l'escalade au nord Vietnam, le Pentagone ne va pas recommencer la politique de bombardement menée sous la présidence de Johnson. Cette politique n'a mené à rien. Tous les objectifs stratégiques et industriels au nord Vietnam, en trois ans de guerre aérienne, ont été arrosés de bombes sans que la .RD.V. cède. Tous les édifices publics (hopitaux, écoles, églises) repérables ont été l'object d'attaques répétées. Les agresseurs U.S. ont essayé de saper le moral de la population en utilisant massivement les armes anti-personnelles (bombes à billes, à flèchettes, etc .. outre le napalm, le phosphore), la R.D.V. a tenu. Pour essayer une fois de plus de briser le peuple du nord Vietnam, le Pentagone est en train de définir de nouveaux objectifs : il est question de la destruction totale du port de Haïphong, d'attaquer systématiquement les villes. Dans le Monde du 5 Janvier 71, Jacques Decornoy, indique que « l'hypothèse d'une utilisation d'armes atomiques n'est plus exclue par les Américains ».

Gabriel Kolko (6) rappelle à propos de la guerre de Corée que dès 1951, le Major O'Donnel, chef de l'escadre de bombardements d'Extrême-Orient, déclarait que « toute ou presque toute la péninsule de Corée n'est plus qu'un terrible fouillis. Tout est détruit il ne reste plus rien debout ». Cependant jusqu'en 1953, les 20 barrages d'irrigation essentiels pour la récolte de riz et pour la population civile du nord n'avaient pas été attaqués. Ce n'est qu'à la mi-mai 1953 que cinq de ces barrages furent détruis entraînant dans un cas une inondation-éclair qui ravagea totalement la plus grande partie de la vallée. Or, en 1953 les U.S.A. étaient plus loin de la victoire ou de la maitrise militaire qu'à l'automne de 1950. Ils le savaient, ce qui ne les empêcha pas d'escalader dans la politique de destruction générale des populations coréennes.

Tout laisse craindre qu'on soit aujourd'hui en Indochine devant une situation analogue. Aussi plus que jamais, il est nécessaire d'alerter et de mobiliser l'opinion publique mondiale, toutes les forces anti-impérialistes contre la nouvelle vague de crimes projetés par l'impérialisme U.S.

CONTRE L'ESCALADE IMPÉRIALISTE EN INDOCHINE
POUR LA RÉVOLUTION INDOCHINOISE

FÉVRIER : MOIS DE

mobilisations anti impérialistes

PREPARONS LE 21 FÉVRIER !

(1) notamment les opérations Attleboro en novembre 1966, Cedar Falls en janvier 1967, et Junction City du 2 février au 13 avril 1967.

(2) Le livre « les massacres et la guerre chimique en Asie du Sud-Est » (cahiers libres No179-180 Maspéro) donne une cartographie de 38 localités où ont eu lieu les plus grands massacres commis au Sud Vietnam par les troupes U.S., satellites et fantoches

(3) Laurent Schwartz — Introduction à « Massacre et guerre chimique ...)

(4) Etudes vietnamiennes No11

(5) Selon la formule programme du général Westmoreland

(6) Les crimes de guerre et la nature de la guerre au Vietnam (cahiers libres No179-180)

pour la victoire de la révolution indochinoise

TRANCHÉE AVANCÉE DU PROLÉTARIAT MONDIAL!

meeting
16 février
à la mutualité

lettre

Le Bureau Politique de la LIGUE COMMUNISTE
Paris le 21 janvier 1971

Chers Camarades,

La période qui s'ouvre aujourd'hui pour la Révolution indochinoise est cruciale.

L'impérialisme américain envisage de reprendre d'un jour à l'autre les bombardements massifs contre le Nord Vietnam. Certains militaires ultras préconisent même l'emploi immédiat d'armes atomiques tactiques.

Or, plus que jamais, les révolutionnaires indochinois sont « tragiquement seuls ». Ils ne cessent d'affirmer que le soutien international est un des éléments décisifs, qui, en plus du rapport de force sur le terrain, peut contraindre Nixon à reculer.

Camarades, il est vital pour la Révolution indochinoise, que les révolutionnaires des métropoles impérialistes reprennent la lutte anti-impérialiste et les mobilisations de soutien aux révolutionnaires indochinois. Nous avons souvent répété que la clef de voûte de la situation mondiale était en Indochine. C'est pourquoi, nous vous proposons de nous rencontrer au plus tôt, afin d'examiner les possibilités d'action commune dans ce domaine.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

Le Bureau Politique

Lettre adressée à : P.S.U., L.O., Secours Rouge, Unir-Débat, V.L.R.

...périalisme en indochine

l'impérialime aux abois

L'impérialisme U.S. s'engage d'autant plus irrémédiablement dans la « guerre de destruction » en Indochine, guerre technologique meurtrière, qu'il se trouve dans l'impasse dans tout le Sud-Est Asiatique.

Les contradictions de la politique U.S.

Au Cambodge la situation n'a cesser d'évoluer, au cours de l'année écoulée en faveur des troupes du FUNK. Alors qu'il y a un an peu de personnes connaissaient l'existence de quelques milliers de guérillos au Cambodge les Khmers Rouges, aujourd'hui personne n'ignore les succès des forces populaires. La fragilité du régime Lon Nol que les américains ont essayé d'installer par coup d'état n'est plus à démontrer. Les déclarations U.S. sur le renforcement de ce gouvernement sont contradictoires avec les frais croissants de leur appui à Phnom Penh. Chaque jour étale les iniatives des forces populaires et les échecs de l'armée Lon Nol qui fond bataillon par bataillon. Les tentatives faites pendant la saison des pluies par le régime fantoche cambodgien pour lever l'encerclement de Phnom Penh entrepris dès le début juillet par les forces du FUNK, ont souvent tourné à la catastrophe. Les troupes fantoches se sont faites tronçonner, démenteler. La quasi totalité de leurs contres offensives est assurée par les troupes de Saïgon, mais celles-ci elles-mêmes ne suffisent à la tâche. L'armée U.S. se trouve à nouveau entraînée dans l'intervention directe malgré les déclarations officielles et les interdits de la chambre des députés. Le 14 janvier un nouveau pas était fait par le Pentagone dans le « réengagement » au Cambodge. Le porte-parole du département de la défense à déclaré que les Etats-Unis se réservaient le droit d'accorder un soutien logistique aux troupes sud Vietnamiennes intervenant au Cambodge. Et de fait les hélicoptères armés pilotés par les américains, interviennent dans les combats qui se déroulent le long des routes nationales cambodgiennes. Le 14 janvier il n'était question que de transporter par avions et hélicoptères les troupes sud vietnamiennes, en même temps que leur matériel de guerre et leur ravitaillement, aujourd'hui les pilotes U.S. d'hélicoptères mettent le pied au sol au Cambodge. Reste qu'au Cambodge comme dans toute l'Indochine c'est surtout par l'utilisation de la politique du tapis de bombes (bombardements massifs par B 52) que l'intervention U.S. « paye ».

Mais ce genre de politique est incapable de disputer aux forces populaires le territoire qu'elles ont conquis. En moins de huit mois le FUNK s'est considérablement renforcé. Ses initiatives militaires s'accompagnent de la consolidation politique de son pouvoir dans les zones qu'il a libérées. Les forces populaires ont gagné et sont en train de gagner la confiance de la petite paysannerie cambodgienne. C'est la condition fondamentale pour assurer le succès de la guerre révolutionnaire. La situation est telle que jusque dans Phnom Penh, les partisans du FUNK mènent par tracts la propagande contre le régime Lon Nol, et par les armes la dénonciation des fantoches et de leurs maîtres U.S.. L'ambassade américaine elle-même a été atteinte par les commandos des partisans du FUNK.

Le président du comité des chefs d'état major U.S. a déclaré que la situation au Cambodge n'était pas très différente de celle du sud Vietnam. Cela veut dire que l'état major U.S. entend appliquer au Cambodge les « mêmes solutions » qu'au Vietnam. Ce qui juge de ces « solutions » qui se résument dans une formule : celle de la « vietnamisation ».

La « vietnamisation » ou la quadrature du cercle

La « vietnamisation » n'est pas une politique nouvelle de l'impérialisme U.S. au Vietnam. Dès 1961, les conseillers américains la pratiquait en grand, elle avait pour nom alors « pacification ». On peut même en retrouver les origines dès l'installation du Régime Diem au Sud Vietnam et dès les premières campagnes des chasses aux sociètes « communistes » qui furent organisées avec les fonds et l'approbation de l'administration Yankee dans les années 54-60. Incapables d'extirper les racines de la résistance dans la population des régimes saïgonnais successifs entreprirent sous la direction des conseillers U.S. de prendre le contrôlede toute la population. Et cela par une idée simple : regrouper cette population dans des villages fortifiés, « protégés » par les troupes fantoches. Ces villages furent appelés « hameaux stratégiques ». Il en exista jusqu'à 17.000

La politique de « vietnamisation » proclamée aujourd'hui par Nixon ne fait que continuer la politique de déportation des populations élaborée dès les années de la « guerre spéciale », mais ceci sur une échelle plus vaste et avec pour argument supplémentaire à l'appui l'action des gaz toxiques, herbicites, tapis de bombes, sur la population. Certes il ne s'agit plus de regrouper la population du sud Vietnam dans des hameaux stratégiques difficilement contrôlables par Saïgon. Mais ce que réalisent les troupes U.S. et fantoches c'est le regroupement de la population à la périphérie des grandes villes et des bases « inexpugnables » se nourrir. C'est ce que les américains appellent politique d'« urbanisation forcée ». Cela dégage

d'immenses zones pour le « libre » épendage des bombes et des produits chimiques de toute sorte. Mais cette politique porte sa propre condamnation : les «camps de réfugiés» deviennent les lieux privilégiés de travail du FNL en direction des villes. C'est ainsi que Gabriel Kolko (1) indique « au moins 5.000 travailleurs politiques du FNL dans la banlieue de Saïgon ». Les « camps de réfugiés » s'avèrent un danger permanent pour les bases U.S. et l'administration fantoche, d'où la tendance contradictoire à renvoyer les villageois réfugiés dans leur village d'origine même lorsqu'il ne reste rien de ceux-ci.

Ce que les fantoches et l'armée U.S. n'arriveront jamais à faire c'est transformer un avantage technologique et militaire en avantage politique. Ce qu'ils gagnent sur un tableau ils le perdent deux fois sur l'autre. C'est l'inverse pour le FNL qui traduit toutes ses initiatives politiques en avantages militaires et inversement.

Le résultat le plus flagrant de cette situation et de ces contradictions dont ne se dépêtre pas l'impérialisme Yankee, c'est l'essor des luttes urbaines au sud Vietnam lors de l'année 70. Avec une première grande vague en mai-juin (mutilés de guerre, étudiants, ouvriers, lycéens) suivie en septembre, octobre de nouvelles mobilisations (surtout étudiantes) et de l'affirmation d'une opposition « libérale » au régime Thieu-Ky.

On sait les mesures draconiènnes que le gouvernement fantoche a pris pour exclure des prochaines élections l'opposition ainsi apparue à Saïgon (opposition qui a tendance à se regrouper derrière Minh qu'on ne peut vraiment pas soupçonner de sympathies communistes). Elles sont caractéristiques de la faiblesse du régime. Elles alimentent aujourd'hui de nouvelles mobilisations étudiantes qui en sont au stade de l'organisation de commandos contre la police fantoche et les troupes américaines de Saïgon. Jacques Decornoy écrit (Monde diplomatique de janvier 71) : « les violentes manifestations anti-américaines qui eurent lieu en décembre Qui-Nhon (après le meurtre d'un enfant de 12 ans par un soldat U.S.), les tracts diffusés ensuite à Saïgon et appelant ouvertement à l'attaque des soldats étrangers, n'ont pas pour origine un mot d'ordre vietcong ».

indochine

suite

La situation n'a donc rien de brillant pour les fantoches sud Vietnamiens et leurs maîtres Yankees. Là ou l'administration U.S. se targuait d'avoir rencontré dans sa politique de regroupement par hameaux fortifiés de la population des succès notoires, dans le Delta du Mékong, le FNL vient de signaler qu'en 1970, 300 communes, et 6 centres urbains ont été le théâtre de soulèvements. 700 « centres de regroupement » ont été détruits ainsi que 500 postes fantoches isolés, 10.350 agents où espions de l'administration saïgonnaise « punis » où « rééduqués ». Le front affirme avoir recouvré le contrôle de 900 hameaux soit un total de 900.000 habitants.

Quant au Laos, il a été avant le Cambodge un deuxième Vietnam. Près des 2/3 du territoire ont été libérés par les forces populaires du Pathet Lao qui ont pris cette année encore une option décisive dans le contrôle de la situation avec leur offensive de saison sèche, reprenant la plaine des Jarres (février-mars de cette année) et libérant la province et la ville d'Attopeu, clé de voute du Sud du Laos. Depuis, troupes sud Vietnamiennes et thaïlandaises (plus de 5.000 hommes), encadrées par les « conseillers » U.S. essayent en vain de renverser la situation.

L'offensive du Pathet Lao a révélé qu'au Laos la guerre était aussi importante que dans toute l'Indochine ; ce que l'administration U.S. essayait de masquer depuis des années. Burchett indique que « tout au long de l'année 1969, le tonnage mensuel de bombes déversé sur les villages contrôlés par le Pathet Lao a dépassé les plus grands bombardements du nord Vietnam. Les Etats-Unis ont dépensé plus de dollars par personne pour entraîner, équiper et payer le soldat laotien que pour n'importe quel autre soldat d'Asie : mais c'est aussi au Laos que le coût par paysan tué du haut des airs est le plus élevé ». Bien souvent il est impossible d'échapper aux bombardements. « Après les bombes et le napalm c'est le vol d'hélicoptères, qui s'abat, débarquant ses commandos de forces spéciales (36.000 méos du « général » Vang Pao entrainés, équipés, dirigés par la CIA) : pour ceux qui courent, c'est la rafale de M16. Les survivants sont balancés à bord des appareils pour être déversés ensuite dans des camps clôs de barbelés, baptisés « camps de réfugiés ». Celui qui se trouve être d'âge militaire se voit rapidement affublé d'un uniforme et d'un fusil, puis en train de parquer à son tour d'autres villageois dans les mêmes camps ». Le gouvernement fantoche de Vientiane estime que 60 % des paysans laotienssont ainsi « déplacés ».

En 1960 sur 400.000 méos (population dans laquelle sont puisées par la contrainte l'essentiel des troupes de Vang Pao) entre 40 et 50 % des hommes et 25 % des femmes et enfants ont été tués, estime Jacques Decornoy. Depuis plus d'un an les B 52 sont utilisés massivement pour bombarder le Laos. Dans toute l'Indochine l'impérialisme U.S. aux abois n'a plus d'autre politique que celle du déluge de feu.

Briser l'entêtement impérialisme

L'impérialisme U.S. porte la responsabilité directe de l'ajournement des conversations entre le Pathet Lao et le gouvernement de Vientiane. De même à la conférence de Paris, les représentants Yankee n'ont jamais accepté de répondre aux propositions de réglement du conflit faites par les camarades vietnamiens du FNL et de la R.D.V.. Les représentants Yankees n'ont eu qu'un souci constant depuis des mois : masquer par des promesses de retrait des troupes « dans l'avenir » la continuation et les réalités de la guerre dans toute l'Indochine. Mais pendant que Laird déclare que les sud Vietnamiens vont pouvoir bientôt « faire face à leurs responsabilités sans notre soutien » le sénateur Ton Thet (président de la commission sénatoriale de la défense à Saïgon) déclare : « les américains sont en train de réexaminer, à la lumière de la relance de la guerre au Cambodge, l'opportunité du retrait tactique de leurs troupes du Vietnam du Sud ».

A l'heure ou l'administration Nixon s'apitoie sur le sort des prisonniers U.S. au nord Vietnam, faisant verser la larme à l'opinion publique américaine, l'état major américain couvre les responsables des massacres de populations civiles au sud Vietnam. Les juges militaires acquittent les uns après les autres les responsables du massacre de Song-My. Selon l'ancien procureur américain au procès de Nuremberg le responsable en titre serait le commandant en chef au Vietnam. Mais celui-ci n'agit pas sans l'autorisation du président Nixon. Qui le jugera, la Cour Suprême des Etats-Unis ? Les agents sont acquittés sous prétexte qu'ils ne faisaient qu'exécuter des ordres, et Nixon continue d'autoriser tous les moyens de guerre les plus sauvages. Voilà la justice et l'humanisme Yankee.

Preuve est faite une fois de plus que la diplômatie Yankee n'est qu'un tissu de mensonges, d'hypocrisies, qui vise à endormir l'opinion publique mondiale. La farce criminelle n'a que trop duré ; déchirons ce paravent, reprenons les mobilisations massives contre l'impérialisme U.S.. Depuis des années les mobilisations de soutien à la révolution vietnamienne suivent les victoires de cette révolution ; aujourd'hui dans le soutien à la révolution Indochinoise il nous faut franchir un nouveau pas : être capable de précéder de nouveaux développements victorieux de la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme U.S..

Cela implique une réelle maturité des forces anti-impérialistes dans le monde. Cela est la condition de l'apparition d'un front uni anti-impérialiste. Cela nécessite beaucoup d'efforts. Mais pas un militant ne les comptera, car la révolution Indochinoise est la clé de voûte de la situation révolutionnaire mondiale. En aidant les peuples d'Indochine à mettre en échec l'impérialisme U.S. chaque peuple accumule les éléments décisifs de sa propre victoire sur ses propres exploiteurs. Le devoir principal de tout militant révolutionnaire réside dans le soutien inconditionnel à la révolution Indochinoise.

Aussi ferons-nous du mois de février un mois de mobilisations anti-impérialiste dont l'axe sera le soutien aux héroïques peuples Indochinois.

VIVE LA REVOLUTION INDOCHINOISE !
HALTE AUX CRIMES DE GUERRE U.S. !
RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES U.S. DE TOUTE LA PENINSULE INDOCHINOISE !
INTERDISONS AU GOUVERNEMENT NIXON DE REPRENDRE LES BOMBARDEMENTS SUR LE NORD VIETNAM !
A BAS L'IMPERIALISME U.S. !
SOUTENONS LES PEUPLES D'INDOCHINE EN LUTTE CONTRE LA BARBARIE IMPERIALISTE !
LE FRONT REVOLUTIONNAIRE INDOCHINOIS VAINCRA !

le 18 janvier 1971
Camille PAULET

«lutte ouvrière»
et la
révolution mondiale

cahiers rouges 3
série marx ou crève

3f.

grève à vincennes

LE PERSONNEL DU SERVICE DE LA SCOLARITE ET DES BOURSES-IPES DE LA FACULTE DE VINCENNES EN LUTTE

Depuis le lundi 4 janvier, le personnel s'est mis en grève par 18 voix contre 2 et 1 abstention, pour obtenir l'amélioration de ses conditions de travail intolérables.

La grève s'est immédiatement organisée par l'élection démocratique d'un comité de grève et la constitution d'un comité de soutien (proposé par les militants de la Ligue), composé d'enseignants du SNESup (1), du SGEN, d'étudiants, des secrétaires de départements, des vacataires en grève par solidarité, de membres du personnel des autres services administratifs et de militants politiques, comité chargé d'organiser la solidarité politique et matérielle avec le personnel en lutte notamment par l'information dans les cours.

Le personnel entend manifester par son action, non seulement son refus de faire les frais de la pénurie imposée à l'Education Nationale comme aux autres services publics (absence de personnel, manque de locaux et de matériels de bureaux...), mais aussi son refus de porter la responsabilité de la pagaille administrative dont sont victimes les étudiants (retard dans la délivrance des cartes, des attestations de diplômes, dans les transferts etc..).

Cette pagaille s'inscrit dans la volonté délibérée du gouvernement de dévaloriser les secteurs non rentables de l'E.N. comme les facs de lettres et notamment Vincennes, centre de non bacheliers, à forte composante gauchiste et dont le Conseil de gestion est fait de participationnistes du PCF.

L'administration à Vincennes comme partout essaie de diviser pour mieux régner. A la rentrée, elle avait réussi provisoirement à diviser le personnel de la scolarité, des vacataires et secrétaires de département en grève contre les menaces de licenciement qui pesaient sur trente d'entre eux. Aujourd'hui le chantage qui consiste à expliquer que toute grève du personnel administratif lèse les intérêts des titulaires et des étudiants a été mis en échec par l'entrée en lutte du personnel, titulaire et non titulaire, de la scolarité avec le soutien des enseignants, des étudiants et du reste du personnel.

Cette grève est d'autant plus importante qu'elle a permis par les discussions quotidiennes entre le personnel en grève et le Comité de soutien de dissiper les illusions participationnistes et les illusions gauchistes.

— Les propositions « d'autogestion possible » dans le cadre du système actuel, sont d'autant plus tentantes à Vincennes qu'apparemment toute autorité responsable a disparu (le chef de service n'est pas rentré en fonction, le secrétaire général de la faculté est selon des bruits, « démissionnaire » ou en congé de maladie ou mis en disponibilité par le gouvernement, l'ex doyen Cabot est démissionnaire depuis la rentrée !)

Aussi le personnel a réaffirmé sa volonté de laisser à l'administration la responsabilité de la gestion de la faculté qui ne peut être que l'application de la politique gouvernementale et de rentabilisation des services publics ainsi que la volonté d'exercer un droit de contrôle sur les propositions de réorganisation dont ils seront les premiers interessés.

L'ADMINISTRATION DANS SES OEUVRES

Le jeudi 14 janvier le conseil de gestion répondait « favorablement » aux revendications du personnel, mais sans donner aucune garantie concrète.

C'est au cours du week-end dernier (16—17 janvier) que l'administration révèlait son intention de briser le mouvement du personnel de la scolarité. Elle n'hésitait pas à utiliser tous les moyens à sa disposition :

— menaces de suspension des salaires
— note administrative imitant l'ensemble du personnel administratif à envoyer des enveloppes pour les élections pour la somme modique de 350 F par travailleur
— pressions du chef de service
— entretien « amical » avec le nouveau Secrétaire général, Monsieur Guillaume, remplaçant du précédent Barrat, entretien qui tentait à faire reprendre le travail du personnel en grève section par section.

Le lundi 18 se tenait une entrevue entre comité de grève et comité de soutien d'une part, le nouveau secrétaire général d'autre part. Au cours de cette réunion aucune nouvelle garantie n'était donnée aux grévistes par l'administration. Mais celle-ci était amenée à expliquer que tout était question de rapport de forces, et que le conseil de gestion n'avait aucun pouvoir au-delà du réaménagement de la fac (prendre à certains pour donner à d'autres). A 3 jours des élections l'aveu était apprécié à sa juste valeur.

aussi les comités de grève et de soutien décidèrent d'étendre la mobilisation sur la faculté.

Nous étudierons dans un prochain article cette étape du mouvement

grèves économiques ou grèves politiques

Décembre 1970 n'est pas un chapitre clos dans l'histoire du mouvement ouvrier polonais. Malgré, au début, les ressemblances frappantes avec la révolte des masses d'octobre 1956, la dynamique des événements actuels en diffère sur au moins un point important : le nouveau Premier secrétaire du Parti ne dispose pas de l'appui des masses dont disposait le nouveau Premier secrétaire de 56. C'est précisément l'expérience de l'octobre 56 et de la « trahison » bureaucratique ultérieure qui permet aux ouvriers de Szczecin et de Gdansk de ne pas se fier aux promesses vagues de M.Gierek et de son équipe. Malgré la démission de Gomulka, les Comités de grève constitués en décembre 70 n'ont pas cessé leurs activités en janvier 71 : *Les grèves continuent* Les ouvriers n'ont pas confiance dans les syndicats – même réorganisés.

Dans le dernier numéro de « Rouge » nous avons publié un récit détaillé des événements de Pologne de décembre. Voici des informations plus détaillées qui permettront peut-être de se former une image plus exacte de ce qui s'est passé à Szczecin et dans d'autres villes.

Des mots d'ordre et des inscriptions. Sur un mur à Wroclaw : « Rendrais ma carte du Parti contre un kilo de saucisson » ; à Szczecin, on pouvait lire sur un tramway circulant dans la ville : « le Parti ment » ; deux vieilles dames ont écrit sur leur kiosque à journaux : « nous nous solidarisons avec les ouvriers des chantiers navals de Szczecin » ; sur les murs et les portes des chantiers navals et d'autres entreprises : « grève économique », « du pain et de la liberté », « à bas la répression policière », « demandons trois jours de deuil pour les assassinés et la punition des policiers-assassins ».

Cette « littérature » dont sont couverts les murs, les portes et les véhicules est un moyen d'exprimer, sur un ton sérieux, mais souvent avec cette pointe d'humour noir, qu'on appelle en Pologne « l'humour des pendus », la joie et l'exaspération, l'espoir et le désespoir. Toutes ces inscriptions sont révélatrices. « Le Parti ment », Tout le monde en Pologne, considère que ceci est un de ses principaux attributs. D'ailleurs qui ne se souvient que M.Jaszczuk, responsable de l'économie, avait osé affirmer que la puissance économique croissante du pays allait assurer le bien-être des masses laborieuses (Cf. Rouge No 94) – et cela, deux jours avant la hausse des prix et quelques jours avant sa démission forcée du Bureau Politique. Il en va de même pour le mot d'ordre « grève économique ». Il faut bien se rendre compte que dans les pays « socialistes » (propriété étatique des moyens de production), toute grève, même si elle est au départ « économique », débouche vite et nécessairement dans le domaine des revendications politiques, que les ouvriers dans leur lutte sont immédiatement confrontés à l'appareil d'Etat et du Parti (1). Pour s'en convaincre il suffit de regarder dans le cahier de revendications élaboré les 17/18 décembre par le comité de grève (dont le *directeur* de l'usine faisait partie !) et par les ouvriers des chantiers navals de Szczecin.

CONTRE LES PRIVILEGES DES BUREAUCRATES

Dans les premiers points, les ouvriers demandent que soient assurées l'indépendance des syndicats par rapport aux organes du Parti et la séparation du Parti et de l'administration d'Etat. Les salaires des hauts fonctionnaires du Parti et de l'Etat ne doivent pas dépasser les salaires ouvriers. Dans les points suivants ils exigent que le Président des Syndicats *Loga-Sowinski* vienne dans le chantier pour s'expliquer devant les ouvriers de l'inertie habituelle des syndicats, et particulièrement au moment de la hausse des prix. De même les députés de la région de Szczecin doivent se présenter au chantier pour discuter avec l'assemblée des travailleurs. Gomulka doit démissionner. De même, le Premier secrétaire du Parti pour la région (Walaszek), pour avoir refusé de parler avec les ouvriers qu'il a traités de « voyous » et de « bandits ». En même temps les auteurs du cahier expriment leur appui à la politique étrangère du gouvernement – ceci afin d'empêcher l'accusation d'être anti-soviétiques et anti-allemands, vu le traité signé récemment entre la Pologne et l'Allemagne Fédérale. C'est seulement dans le cinquième point de la résolution qu'on revendique l'augmentation des salaires. Dans les points suivants les ouvriers exigent la semaine de travail de cinq jours et l'annulation de la hausse de prix pour les produits alimentaires.

Les derniers points de la déclaration des ouvriers des chantiers navals de Szczecin exigent le retrait immédiat des forces de l'armée et de la police qui encerclaient les chantiers, la libération des emprisonnés, la publication de la déclaration à la radio, à la TV et dans la presse, et la révision des campagnes mensongères et injurieuses déclenchées à l'égard du mouvement (« incidents provoqués par des éléments anti-socialistes et des hooligans » etc..)

Rappelons que après avoir brûlé le bâtiment du Comité de Voïevodie du POUP, la plupart des ouvriers est rentrée sur les chantiers pour commencer la grève d'occupation. Le lendemain cette grève s'est étendue sur toutes les entreprises de la ville.

Une foule importante se regroupe sur le lieu de l'incendie du siège du Parti (PLAC ZOLNIERZA) (cf.Rouge No 97). Une partie des ouvriers les plus décidés entraîne la foule vers le siège de la milice. C'est à ce moment-là que commence la fusillade et les combats de rue. Les sièges de la milice et de la mairie sont attaqués et brûlés au cours de la nuit après la déclaration du couvre-feu. Il en va de même avec le siège des syndicats. (2). Le lendemain les combats de rue continuent sous forme d'escarmouches permanentes, la population semble y participer volontiers (note de rédaction : l'ambiance ressemble à celle de Mai 68 à Paris). Mais il y a plusieurs dizaines de morts.

VERS L'ORGANISATION DE LA LUTTE

Les chantiers navals sont encerclés par la milice et l'armée. A chaque tentative des forces de répression pour pénétrer à l'intérieur des chantiers, les ouvriers répondent par la menace de destruction des installations. Remarquons un certain changement du caractère de la grève d'occupation (3). L'usine devient dans les mains des travailleurs un puissant moyen de chantage. Les ouvriers des chantiers navals ont pu découvrir au cours de la dernière grève combien leur lieu de travail fut un outil précieux de lutte. Mais ils ont pris également conscience de ses inconvénients : telle la possibilité de provocation. En menaçant de détruire les chantiers, ils offraient à l'armée et à la police un prétexte pour pénétrer sur le terrain de l'usine. D'ailleurs, celles-ci le cherchaient elles-mêmes en envoyant des hommes-grenouilles pour saboter les installations. Ce sont uniquement l'organisation parfaite et le sang-froid des travailleurs qui ont permis de déjouer la manoeuvre. Il y eut d'ailleurs d'autres tentatives du même type, comme par par exemple celle de la vodka introduite dans les colis d'alimentation que la population envoyait aux grévistes. Il y a encore quelques jours un stock impressionnant de bouteilles de vodka s'entassait à l'entrée des chantiers sans que personne n'y ait touché (4)

Pour briser le mouvement de grève la radio régionale annonce que les autorités sont parvenues à un accord avec le comité de grève du chantier Adolf Warski (qui jouait le rôle d'un comité central de grève organisant le ravitaillement à l'échelle de la ville, la distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité pendant toute la grève), pour la reprise du travail. Deux heures plus tard cette nouvelle est démentie.

La grève générale est terminée depuis le 20 décembre. Mais le mouvement de grèves perlées se maintient, les grèves étant dirigées dans la plupart des entreprises par ces mêmes comités qui ont déjà déclenché la grève précédente, et qui apparaissent aujourd'hui aux yeux des travailleurs comme leurs seuls représentants face à la bureaucratie.

LEUR LUTTE C'EST AUSSI LA NOTRE

La mobilisation des travailleurs est actuellement telle que la bureaucratie polonaise ne peut attaquer de front. Elle doit donc manœuvrer mais ses marges de manœuvres sont étroites ; bien sûr le grand frère soviétique a accordé une petite assistance économique, mais chacun sait que s'il dispose de beaucoup de divisions d'interventions, ses surplus en blé ou en beurre sont tout à fait réduites...

Privée de ressources économiques (la faillite économique est maintenant devenue quasi-officielle), incapable d'initiative politique (surtout avant le congrès du Parti soviétique), la direction polonaise devra se réfugier dans le monde chimérique des promesses. Le citoyen polonais conservera son entière liberté d'y croire ou de ne pas y croire. Mais qu'importe ! il fera bien de se comporter comme s'il y croyait, s'il tient à ne pas aller en camp de travail. Nous voyons déjà se dessiner les thèmes de la propagande officielle : des erreurs regrettables ont été commises, certes, mais le Parti est en train de les corriger ; ceux qui continuent à entretenir le désordre sont alors des réactionnaires qu'il faut impitoyablement réprimer.

Pour pouvoir réaliser cette répression sélective, la bureaucratie compte avant tout sur ce qui a fait sa force jusque là : son monopole du droit à l'organisation. Les étudiants rendus furieux par la répression policière étaient descendus dans la rue en mars 68: la milice « populaire » puis les tribunaux les auront mis – temporairement – à la raison. La bureaucratie souhaite qu'il en sera de même avec la révolte des ouvriers de la Baltique ; voilà pourquoi elle ne peut accepter le comité de grève de Szczecin, forme embryonnaire d'une organisation autonome des travailleurs. Voilà pourquoi elle tente de réssuciter les vieux Conseils ouvriers , nés dans l'enthousiasme de 56 et totalement fossilisés depuis 58.

Mais la lutte se poursuit actuellement sur les chantiers de la Baltique ; elle s'étend sur d'autres branches et manifeste un haut degré de conscience ouvrière. Cette lutte est une lutte pour le socialisme, contre ceux qui en profanent le titre. C'est aussi la nôtre.

(Copyright)

Jan FRANKENSTEIN
Olga PALISADA

(1) Contre l'appareil d'Etat et du Parti, et non pas contre les patrons individuels, entreprise par entreprise. C'est cela entre autre qui contribue à donner à un mouvement revendicatif une dimension immédiatement politique. Gageons à ce propos que certains théoriciens de la nouvelle classe bourgeoise dans les pays de l'Est seront pour le moins étonnés, que non seulement l'offensive des travailleurs polonais ne s'est pas dirigée contre les directeurs d'entreprises, mais qu'en plus certains d'entre eux faisaient partie du comité de grève. Pourrait-on imaginer la participation de Dassault (même pour des raisons tactiques) au comité de grève de sa propre usine

(2) C'est vraisemblablement à la lueur de cet incendie que Gierek a vu que les syndicats ne défendaient pas tout à fait les intérêts de la classe ouvrière.

(3) Il faut signaler ici le fait suivant : alors que le système capitaliste considère la grève d'occupation comme illégale en ceci qu'elle constitue une atteinte à la propriété privée, dans les pays bureaucratiques, ce problème d'illégalité ne se pose guère, la doctrine officielle étant que les usines sont la propriété des ouvriers.

(4) Il est à craindre que ce fait ne soit pas apprécié par les lecteurs français à sa juste valeur. Ajoutons par ailleurs que déjà en mars 68, les autorités ont tenté la même provocation en déposant un camion rempli de caisses de vodka dans la cour de l'institut polytechnique. Le chargement du camion fut détruit par le Service d'Ordre étudiant.

« On a négligé le principe selon lequel les investissements dans la production sont seulement le moyen, la méthode pour réaliser le but qui est de satisfaire les besoins sociaux... Il existe des tendances à développer la production pour la production »

Discours de S Majewski, vice-président du Conseil le 8 1 71)

« Si cela (les événements) a pu se produire, c'est que le Parti n'a pas fonctionné selon les principes démocratiques qui doivent être les siens.

Dans les critiques qui montent des usines, les syndicats et leur « bureaucratisation » ne sont pas épargnés ». *(L'Humanité 11 1 71)*

« .. La production, dans le système bureaucratique, se trouve limitée par le bas niveau de la consommation sociale. Quoiqu'il en soit, ceci ne se fait pas par l'intermédiaire du marché. Car le but de classe de la bureaucratie n'est pas le produit et l'accumulation, mais le surproduit sous sa forme physique et l'accroissement de la production, c'est-à-dire directement la production pour la production ».

« Ainsi le Parti qui, au sommet de sa hiérarchie, est tout simplement la bureaucratie organisée, devient en bas de l'échelle un outil de désorganisation de toute tentative de la classe ouvrière d'exercer une influence sur le pouvoir. En même temps, il organise la classe ouvrière et les autres couches sociales dans l'obéissance à la bureaucratie. Le même rôle est joué par les autres organisations sociales dirigées par le Parti, y compris les syndicats.»

« La crise économique et sociale est impossible à surmonter dans le cadre du système bureaucratique : la révolution est inévitable.»

(Kuron, Modzelewski,Lettre Ouverte au Parti ouvrier unifié polonais – 1964)

Pour avoir écrit que la révolution était inévitable, Kuron et Modzelewski ont été condamnés à 3 ans de prison en 1965, et de nouveau à 3 ans de prison en 1968. Aujourd'hui encore ils croupissent dans les prisons des bureaucrates polonais. Or, ce que disent aujourd'hui les dirigeants de Varsovie ressemble étrangement à ce que disaient 6 ans plus tôt les auteurs de la Lettre Ouverte. Majewski, Gierek et Cie auraient-ils lu le texte de Kuron et Modzelewski par hasard ? Et puisque ceux-ci disaient 6 ans plus tôt des vérités que toute la presse polonaise admet bien volontiers aujourd'hui, pourquoi dès lors ne les relâcherait-on pas ?

Quant à nous, nous combattrons jusqu'au bout pour la libération des révolutionnaires polonais, conscients que le bureaucrate Gierek, autant que le bureaucrate Gomulka, ont le *même* intérêt pour les garder en tôle. Aujourd'hui, alors que la classe ouvrière se mobilise en Pologne, il importe que nous apportions notre soutien militant en vue de leur libération !

la crise pétrolière internationale

les négociations franco-algériennes

Une des pièces maîtresses de la politique dite d'« indépendance nationale » menée par de Gaulle après la fin de la guerre d'Algérie était sa politique pétrolière visant à soustraire l'économie française de sa dépendance par rapport aux grandes compagnies pétrolières internationales, essentiellement anglo-saxonnes. Pour réaliser une telle politique il disposait d'un atout majeur : les champs pétroliers récemment découverts au sud de l'Algérie qui avaient commencé à être exploités par des compagnies française dès 1958.

Cette politique pétrolière a été directement à l'origine de la soi-disant coopération franco-algérienne définie lors de l'indépendance de l'Algérie en 1962, puis révisée lors des accords pétroliers de 1965.

LES CADRES DE LA SOI-DISANT « COOPERATION »

A cette époque, le marché mondial du pétrole était marqué par une relative surproduction : les grandes compagnies pétrolières avaient développé considérablement la production de leurs concessions en Arabie Saoudite et au Koweit, pays considérés comme plus sûrs politiquement qu'un fournisseur traditionnel comme l'Irak où la monarchie pro-occidentale avait été renversée quelques années plus tôt (1958). De plus, la crainte d'une nouvelle fermeture du canal de Suez, comme en 1956, les avaient incités à multiplier la production vénézuélienne. Cette surproduction présentait l'inestimable avantage pour les grands trusts pétroliers de pouvoir « faire la loi », en stoppant par exemple les achats dans un pays récalcitrant... c'est à dire trop exigeant.

Les dirigeants algériens, Bel Bella d'abord, Boumédienne ensuite, ont très vite compris l'importance que pouvait représenter une exploitation intensive des ressources pétrolières de leurs pays : source de devises, en même temps que source d'énergie pour une économie qu'ils voulaient industrialiser.

Pour ce faire, deux obstacles majeurs devaient être surmontés : trouver des débouchés sur le marché mondial, ce qui n'était pas facile à l'époque, et les capitaux indispensables à la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'extraction et à l'acheminement du pétrole, ainsi qu'à son exploitation économique dans le cadre d'une politique d'industrialisation. Le grand capital international était rien moins que réticent à investir en Algérie, vu l'orientation nationaliste et anti-impérialiste du nouveau régime. Au demeurant il ne fut que peu sollicité. L'Union Soviétique, si elle était prête à aider l'Algérie pour se doter d'un début d'infrastructure économique ne constituait pas le meilleur partenaire puisque – occasionnellement – elle est elle-même exportatrice de pétrole... Restait l'ancienne puissance coloniale dont les intérêts économiques demeuraient considérables dans le nouvel état. Dans une certaine mesure ses besoins en source d'énergie et la volonté de de Gaulle de se dégager de la tutelle des grandes compagnies anglo-saxonnes coincidaient avec les projets du régime algérien, mais elle ne s'est pas privée d'utiliser les nombreux moyens dont elle disposait pour imposer à son ancienne colonie l'accord le moins favorable possible. La convention pétrolière de 1965, par exemple, remise en question aujourd'hui par les Algériens, stipulait la reconduction pure et simple pour une durée de 40 ans de toutes les concessions territoriales accordées aux compagnies françaises et l'impôt sur les bénéfices réalisés en Algérie par ces mêmes compagnies était fixé à 50 % de ces bénéfices... En ce qui concerne le gaz naturel, les concessions françaises étaient également maintenues mais, en revanche l'Algérie se réservait le monopole de la vente, d'où les accords conclus ultérieurement avec la Grande-Bretagne et certaines compagnies américaines dont El Paso.

En bref, par ces accords, le gouvernement français préservait l'essentiel des investissements pétroliers fait par la compagnie d'Etat Elf-Erap et par le groupe Total. Il s'assurait un approvisionnement en pétrole régulier, à prix intéressant, dans le cadre de la zone franc, et en complète indépendance par rapport aux grandes compagnies anglo-américaines.

En contrepartie l'Algérie se voyait assurée d'un débouché régulier, et relativement à l'abri des fluctuations du marché mondial. Divers accords techniques et financiers lui garantissaient les investissements minimum nécessaires à sa politique d'industrialisation (1) qui, de ce fait, tombait largement sous le contrôle de l'impérialisme français. Cet accord, reflet de la conjoncture politique autant que pétrolière, ne pouvait résister à un bouleversement comme celui qu'a connu ces dernières années le marché mondial du pétrole, surtout lorsqu'un tel bouleversement va dans le sens des intérêts du partenaire jusqu'alors défavorisé.

LES NOUVELLES DONNEES DU PROBLEME

L'accroissement dans des proportions tout à fait considérables de la consommation de produits pétroliers dans le monde – notamment dans les pays capitalistes développés – a créé des tensions sur le marché mondial : les capacités d'extraction, mais surtout les capacités de transport (depuis la fermeture du canal de Suez et le sabotage de l'oléoduc de l'Aramco en Syrie) n'ont pas suivi la demande. La marge de manoeuvre des grandes compagnies s'en est trouvée rétrécie. Face à elles les pays producteurs se sont retrouvés dans une très relative situation de force au moment-même où ils avaient de nombreuses et pressantes revendications à formuler : alors que depuis plusieurs années le prix du pétrole brut est resté stable, les prix des produits industriels ont crû très rapidement. Cette dégradation des termes de l'échange a des répercussions immédiates et importantes chez la plupart des pays producteurs de pétrole qui tirent de là l'essentiel de leurs ressources. Dans bien des cas par exemple, le processus d'accumulation et d'industrialisation entamé par les bourgeoisies locales s'en est trouvé ralenti.

Cette donnée structurelle du marché mondial du pétrole dominé par les puissances impérialistes, conjuguée aux tensions conjoncturelles du marché, explique l'action concertée que mènent actuellement les pays producteurs de pétrole au sein de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et fixe le cadre des négociations en cours à Téhéran.

C'est ce contexte international qui pour une grande part explique l'attitude « dure » du régime Boumédienne dans les négociations franco-algériennes.

LA « COOPERATION » : UN OBSTACLE

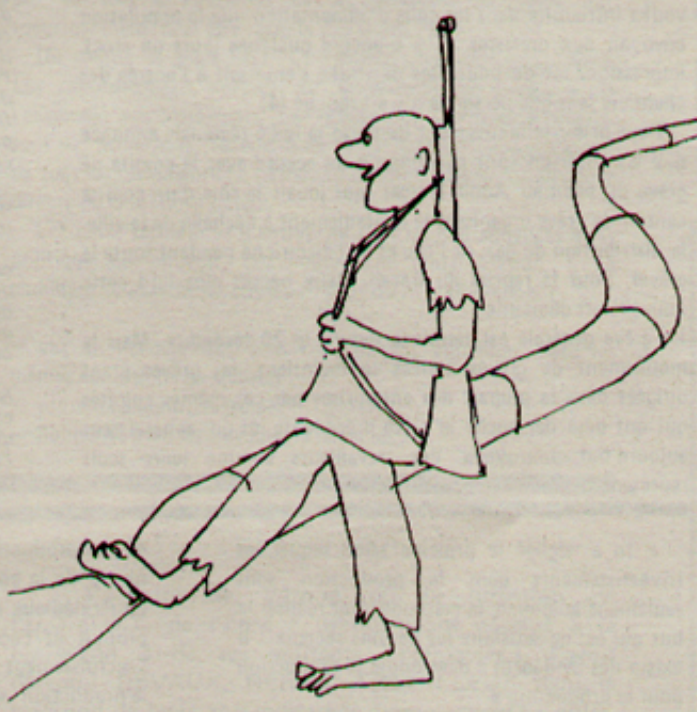
Si le cadre de la coopération pétrolière franco-algérienne était d'un réel intérêt pour l'Algérie dans la conjoncture de 1965, il est loin d'en être de même aujourd'hui.

La dégradation des termes de l'échange entre pays producteurs et pays industrialisés a également joué entre l'Algérie et la France. Ces répercussions ont été d'autant plus sensibles en Algérie que le régime Boumédienne a engagé un très important programme d'industrialisation fondé sur la mise en valeur de ses ressources pétrolières, sur les profits procurés par la vente de l'or noir, et qui nécessite des investissements bien supérieurs aux engagements français tels qu'ils sont définis dans l'accord de 1965...

Or, par rapport à la situation actuelle du marché mondial du pétrole, l'Algérie se trouve, plus que tout autre pays producteur – hormis la Lybie sa voisine – dans une situation de force exceptionnellement favorable.

Sa situation géographique à proximité des principales puissances importatrices (Europe de l'Ouest), et en deçà du canal de Suez, lui donne un avantage considérable en cette période marquée par un manque de moyens de transports (pétroliers). En fait, le pétrole algérien et le pétrole lybien sont aujourd'hui les plus recherchés. Là encore les engagement pris avec la France représentent un obstacle pour les Algériens. D'où les remises en question radicales qu'ils formulent.

Est-ce à dire que la politique du régime Boumédienne vise à la rupture avec la France ? Cela semble peu probable même si les technocrates d'Alger semblent décidés à tirer le maximum de



profits de la situation actuelle.

En fait le gouvernement algérien vise un triple but : utiliser la conjoncture actuelle pour obtenir un plus grand contrôle des investissements pétroliers français, ce qui lui donnerait une maîtrise plus grande de son propre plan de développement ; renégocier à cette occasion le prix de vente du pétrole et le barème d'imposition afin de s'assurer des rentrées monétaires plus substantielles et, sans que cela soit contradictoire, obtenir une plus grande autonomie par rapport aux compagnies françaises afin d'être mieux à même de jouer de ses possibilités sur le marché mondial.

Mais il ne veut pas pour autant s'aliéner les avantages qu'à long terme lui procure ce débouché stable qu'est le marché français. Cette stabilité est en effet l'une des garanties de son développement économique, garantie qu'est loin de lui fournir le marché mondial. Or, sur ce plan, les perspectives à long terme ne sont pas nécessairement aussi favorables qu'aujourd'hui.

L EVOLUTION DU MARCHÉ MONDIAL DU PETROLE ET SES CONSÉQUENCES

L'alerte actuelle ne peut qu'inciter les pays impérialistes à développer leurs propres ressources qui sont considérables et ce, malgré des coûts d'extraction plus élevés. Ainsi, les projets de mise en valeur des immenses gisements de l'Alaska commencent à se concrétiser, la production canadienne progresse très vite, ainsi que celle des gisements récemment découverts en mer du Nord... sans parler des immenses réserves que renferme encore le sous-sol des Etats-Unis. De son côté l'Union Soviétique développe très rapidement sa production et pourrait devenir assez vite un concurrent de taille pour les actuels pays exportateurs.

De plus, en ce qui concerne plus particulièrement l'Algérie, la perspective de réouverture du canal de Suez pèse d'un poids supplémentaire dans la mesure où elle perdrait du même coup son avantage par rapport aux pays producteurs du Moyen-Orient... ce qui n'est d'ailleurs pas sans rapport avec la position « intransigeante » de la diplomatie algérienne face au Plan Rogers et à la mission Jarring !

DEUX BOURGEOISIES CONDAMNÉES A «VIVRE ENSEMBLE» ?

Face aux exigences algériennes qu'il faut, comme on l'a vu, largement relativiser, la marge de manœuvre de la bourgeoisie française est faible. Certes, elle peut menacer de remettre en

question la soi-disant totalité de la coopération, notamment technique et culturelle. La gêne serait réelle pour les Algériens, surtout dans le domaine de l'Education nationale, mais sans plus. Elle peut lier le sort des travailleurs algériens en France à celui de ses intérêts pétroliers en Algérie, mais là, plus que jamais, l'arme est à double tranchant. Chacun sait que cette main-d'oeuvre surexploitée et sous-rémunérée est indispensable au patronat français...

En tout état de cause une telle politique priverait l'industrie française d'un de ses plus importants marchés. Certes pour renforcer sa position face aux Algériens, le gouvernement Pompidou est rentré dans le rang et s'est aligné sur les positions des cartels pétroliers internationaux définis lors des négociations en cours à Téhéran, ce qui représente un véritable abandon de la politique menée par de Gaulle. Mais les intérêts en jeu sont trop grands pour que le gouvernement français prenne de son côté l'initiative de la rupture... Tout au plus peut-on dire que le marchandage sera âpre et long, alimenté par des pressions de toutes sortes, telle l'odieuse campagne anti-algérienne orchestrée dans la presse française de droite et d'extrême-droite.

Une chose est certaine en tous cas, qu'il s'agisse des négociations bilatérales de Paris entre Algériens et Français, ou qu'il s'agisse des négociations plus larges de Téhéran entre cartels internationaux et pays producteurs : la conjoncture actuelle ne doit pas faire illusion. Le marché mondial du pétrole est entièrement entre les mains des grandes puissances impérialistes qui en tiennent tous les fils. Le harcèlement actuel mené par les pays producteurs ne leur procurera que des miettes.. Ce n'est d'ailleurs pas plus que réclame un Faycal d'Arabie ou un émir de Koweit, par ailleurs totalement dépendants de l'impérialisme américain et prêt à tout pour se maintenir sur leur trône ; ce n'est de toute façon pas plus, non plus, que pourront obtenir les bourgeoisies faibles ou naissantes au pouvoir dans d'autres pays, comme au Vénézuela par exemple tant elles dépendent, elles aussi, de l'impérialisme et de l'actuel du problème.

J.P. BEAUVAIS

La victoire de Salvador Allende, candidat de l'Unité Populaire, aux élections présidentielles, a créé au Chili une situation nouvelle, très favorable à l'action de la gauche révolutionnaire. Mais en même temps elle a été l'occasion d'une offensive stalinienne à l'échelon international **tendant à démontrer la validité de la stratégie des voies pacifiques au socialisme. Il est donc nécessaire pour nous, marxistes-révolutionnaires, d'essayer de mettre à nu la réalité chilienne, par-delà les mythes savamment entretenus par les réformistes et les staliniens, pour pouvoir réaffirmer, sur des bases concrètes solides, la validité de la stratégie de lutte armée. C'est ce que tente de faire l'article dont nous commençons la publication ci-dessous.**

GORILLES A L'ECOUTE DE CE QUI SE PASSE AU CHILI

allende sur la corde raide

I – LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE

L'économie chilienne subit depuis 1967 un déclin rapide et sévère. Le taux de croissance industrielle est tombé de 9 % entre 1960 et 1966 à moins de 2 % à partir de 1967, c'est-à-dire à un pourcentage inférieur au taux de croissance de la population. Simultanément on assiste à une modernisation de l'industrie chilienne (développement de la pétrochimie, de la construction mécanique etc ..., processus de concentrations) et à une crise des débouchés, due en grande partie à la montée vertigineuse de l'inflation qui atteint 40 %, en 1969, et à la baisse depuis le début des années soixante du pourcentage dévolu à la classe ouvrière dans la distribution des revenus.

La radicalisation ouvrière consécutive à la disparition des hauts profits à partir de 1967 a contribué à approfondir la crise économique. La bourgeoisie ne pouvant plus faire de concessions, les grèves se sont multipliées : 293.000 grévistes en 1968 (seulement 88.000 en 1960), 844 grèves illégales en moyenne entre 1967 et 1969 (au lieu de 223, moyenne 1960-62).

Pendant la décennie, l'accroissement de la production agricole n'a pas réussi à dépasser le taux de croissance de la population, ce qui a eu des effets directs sur l'inflation. Pour y remédier, le gouvernement Frei (démocrate-chrétien) a commencé une timide réforme agraire visant à rationaliser l'agriculture, constituer une petite-bourgeoisie rurale, introduire à la campagne la rémunération en argent pour ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie, freiner le mouvement de radicalisation paysanne. Mais cette réforme a accru le chômage rural (provoquant ainsi une migration vers les villes) et entraîné une nouvelle mobilisation des masses paysannes. Ainsi la syndicalisation a pris de l'ampleur à la campagne (19 syndicats paysans en 1965, 394 en 1969 regroupant plus de 100.000 ouvriers agricoles), et le nombre des grèves paysannes a considérablement augmenté (passant de 39 en 1964 à 659 en 1967 et 447 en 1968, la première grève générale paysanne du Chili ayant lieu en 1970).

II – LA DIVISION DE LA BOURGEOISIE

Devant ces problèmes économiques et sociaux, la bourgeoisie s'est divisée en deux courants qui se sont vus représentés aux élections présidentielles de 1970 par Alessandri (conservateur) et Tomic (démocrate-chrétien). Le premier préconisant une politique déflationniste (blocage des salaires, chômage), représente les intérêts des secteurs « traditionnels » de l'industrie, de l'oligarchie foncière et des couches petites-bourgeoises qui ont le plus souffert de l'inflation (petits commerçants etc ...).

Le deuxième courant, représentant les secteurs les plus modernistes et dynamiques de la bourgeoisie, défendait une politique de développement économique vers les autres pays andins, cette politique nécessitant également un blocage des salaires pour augmenter la compétitivité de l'industrie chilienne.

Ces deux possibilités pour la bourgeoisie étaient donc également anti-ouvrières, et malgré l'hostilité absolue du courant conservateur à la réforme agraire, les divergences ne rendaient pas impossible une candidature unique aux élections face à Allende.

L'attitude des partis de gauche, qui avaient d'ailleurs tout intérêt à cette division des voix bourgeoises a été l'un des principaux facteurs qui ont permis la double candidature de la bourgeoisie. En effet, depuis 1969, le Parti Socialiste d'Allende et le PC ont tout fait pour freiner la radicalisation des masses et la faire dévier vers des buts purement électoraux.

Des accords syndicats-gouvernement ont été signés en 1969 sur le problème des salaires, pour prévenir une campagne de revendications en période électorale. Le PC a lui aussi passé un accord avec la D.C. (Démocratie Chrétienne) avant les élections devant le danger de coup d'état de droite après la tentative avortée du général Viaux. Tout a été fait par la gauche pour empêcher la moindre « violence sociale » qui aurait pu effrayer la bourgeoisie.

Le Parti National (conservateur) et la D.C. n'avaient donc pas de raisons apparentes de craindre une mobilisation des masses, et c'est dans un climat d'hostilite réciproque due essentiellement à la réforme agraire, qu'ils ont décidé de présenter chacun un candidat, Tomic, candidat de la D.C., se présentant d'ailleurs sur un programme assez à gauche pour tenter de prendre des voix à l'U.P. L'erreur politique était d'importance, puisqu'elle a permis la victoire d'Allende (qui a pourtant recueilli un pourcentage de voix inférieur à celui de 1964, malgré l'appui du Parti Radical et du MAPU qui ne figuraient pas dans le front électoral de 64).

III – L'UNITE POPULAIRE ET SON PROGRAMME

Qu'est-ce que l'Unité Populaire (U.P.) ? Il s'agit d'un front passablement hétéroclite regroupant :

– le PC chilien, très organisé et structuré (troisième PC pro-soviétique du monde capitaliste), inconditionnel de l'URSS (a approuvé l'invasion de la Tchécoslovaquie), hostile à la ligne cubaine (a refusé de participer à l'OLAS).

– le Parti Socialiste, parti centriste (espèce de PSU local à influence de masse), flou et amorphe du point de vue organisationnel, sentimentalement pro-cubain, ayant proclamé (platoniquement) en 1967 son soutien à la voie armée au Chili, possèdant une jeunesse et une aile gauche fortement influencée par le MIR.

– le Parti Radical, frère chilien de son homonyme français, mais amputé de son aile droite qui a rejoint Alessandri, vieux parti de la petite bourgeoisie, plusieurs fois au pouvoir, aujourd'hui en décadence accélérée.

– le MAPU (Mouvement d'Action Populaire Unifiée), scission de gauche de la Démocratie Chrétienne provoquée par des divergences sur la réforme agraire, s'est radicalisé et est devenu anti-capitaliste ; influencé par le MIR.

– deux groupuscules électoraux assez insignifiants, l'Action Populaire Indépendante et le Parti Social Démocrate.

Pendant la campagne électorale, près de 15.000 comités d'Unité Populaire se sont constitués à la base, pour appuyer la campagne de Salvador Allende. La majorité de ces comités se trouvait sous hégémonie du PC. Il semble aujourd'hui que ces comités soient partiellement démobilisés.

Quant au programme de l'UP, son but proclamé est « commencer la construction du socialisme au Chili » (c'est son titre). Le chapitre sur les mesures économiques propose effectivement des mesures de transition au socialisme, telles que la nationalisation des principaux secteurs de l'économie : « seront intégrés au secteur des activités nationalisées les branches suivantes :

– les grandes mines de cuivre, fer, charbon, iode, salpêtre

– le système financier du pays, en particulier les banques privées et les assurances

– le commerce extérieur

– les grandes entreprises et monopoles de distribution

– les monopoles industriels stratégiques

– en général toutes les activités qui conditionnent le développement économique et social du pays, telles que la production et la distribution d'énergie électrique, les transports terrestres, aériens et maritimes, la production, raffinage et distribution du pétrole et ses dérivés y compris le gaz liquide, la sidérurgie, le ciment, la pétrochimie et la chimie lourde, la cellulose, le papier »

Comme le dit, à juste titre, le MIR : « les mesures que propose le programme de l'UP ne sont pas passivement absorbables par le système capitaliste au Chili ... si ce programme est appliqué, il provoquera une contre-offensive impérialiste et bourgeoise qui, ajoutée aux énergies et aspirations qui seront libérées au niveau des masses, obligera le processus à se radicaliser rapidement. Pour cela, même si le programme de l'UP n'est pas identique au nôtre, nous impulserons et soutiendrons la réalisation de ces mesures ».

IV– L'APPLICATION DU PROGRAMME

Depuis son arrivée au pouvoir, Allende a pris un certain nombre de mesures sur le plan de la politique intérieure, de la politique extérieure, et de l'économie. Dans les trois cas se pose immédiatement l'alternative : destruction de l'appareil d'état bourgeois ou échec dans l'application du programme.

a) en politique intérieure : outre la libération des militants d'extrême-gauche emprisonnés, le gouvernement a dissous la Garde Mobile de Police (CRS chiliens) corps spécial chargé de réprimer les émeutes, et a changé les commandants en chef des trois armées (terre, air, mer). Mais il a promis à l'armée qu'il n'y aurait pas de milices populaires au chili, et il se refuse obstinément à effectuer une purge sérieuse dans l'armée.

b) en politique extérieure : le gouvernement Allende a reconnu Cuba et la Chine et son ministre des Affaires Etrangères, Clodomiro Almeyda (de la gauche du P.S.) a fait une déclaration assez intéressante : « Nous sommes pour la voie des urnes, car il y a au Chili des conditions pour la prise du pouvoir par cette voie. Mais en Argentine, au Brésil et dans d'autres pays latino-américains, nous avons l'obligation d'appuyer nos camarades révolutionnaires dans la lutte qu'ils mènent pour leur libération. Nous continuerons à fournir l'appui le plus total à l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS) et nous avons déjà créé un organisme de liaison avec les forces politiques qui défendent les mêmes positions révolutionnaires et progressistes ».

Il est bien évident qu'une telle déclaration soulève quelques inquiétudes chez les différents régimes gorilles du continent et leur patron impérialiste américain. Au Brésil, la presse gouvernementale s'est déchaînée hystériquement contre « l'axe Santiago-La Havane », et le quotidien de droite O Estado de Sao Paulo a même proclamé que « la meilleure défense est ici l'offensive ».

c) sur le plan économique, le programme de l'UP peut être appliqué de bien des manières. Que signifie nationaliser ? Exproprier ou seulement exercer un contrôle direct ou indirect sur certains secteurs ? quelle sera l'ampleur de ces nationalisations (que signifie monopole stratégique) ? En combien de temps les capitalistes seront-ils indemnisés ? Comment le seront-ils ? Sur quelle base d'évaluation ? De quelle manière seront faites les nationalisations ? Par voie légale ?

Pour l'instant quelques entreprises ont été nationalisées (textiles, mines de charbon, aciers) pour des raisons diverses : entreprises notoirement déficitaires (grassement indemnisées), pression des travailleurs, sabotage économique du patronat. Le cuivre va être nationalisé. Les banques doivent être étatisées (contrôle de l'Etat sur l'utilisation des profits) mais ce projet se heurte déjà à l'opposition de la Démocratie-chrétienne et des conservateurs qui ont la majorité au Parlement, et il risque fort de ne pas être mis en pratique.

Par contre, les salaires les plus bas ont été augmentés de 68 % et les décrets de hausse des prix ont été annulés.

Enfin 62 propriétés agricoles ont été expropriées ; des paysans s'emparent de terres non exploitées ; les latifundistes organisent des groupes armés pour se défendre ; des incidents ont éclaté dans la région de Temuco où des propriétaires terriens ont tiré sur des indiens et ont été arrêtés sur ordre de Allende. Mais ici aussi la réforme agraire se trouve bloquée par la bourgeoisie qui refuse au parlement d'accorder les crédits nécessaires à son extension. Encore une fois la contradiction se déplace vers l'appareil d'état.

(à suivre) le 17 janvier 1970

C. ROSSI – L. RAFAEL

rudi dutschke expulsé

Un tribunal d'immigration spécial a décidé le 8 janvier que l'étudiant socialiste allemand Rudi Dutschke ne serait pas autorisé à rester en Angleterre. La décision fut prise après des débats à huit-clos au cours desquels Dutschke ne fut pas autorisé à entendre les « preuves » retenues contre lui et par conséquent n'eut pas la posssibilité de les réfuter.

Dutschke se rendit en Angleterre en 1968 pour se remettre des blessures reçues lors de la tentative d'assassinat à Berlin perpétré par un élément d'extrême-droite. Il a perdu 50 % de sa vue et est sous traitement pour épilepsie.

En septembre dernier, apparemment pour tenter de créer une image de marque « loi et ordre » du nouveau gouvernement tory, le Secrétaire à l'Intérieur Reginald Maudling décréta l'expulsion de Dutschke.

A l'époque, Maudling ne prétendit nullement que Dutschke avait violé l'accord conclu de ne pas avoir d'activités politiques durant son séjour en Angleterre. En fait, le Secrétaire à l'Intérieur prétendit que Dutschke devait être expulsé parce qu'il était injuste de lui imposer une telle condition.

La protestation publique qui accueillit une « justification » aussi cynique obligea Maudling à modifier son histoire et à prétendre que des raisons de « sécurité » dictaient la mesure d'expulsion. Cet argument offrait l'avantage supplémentaire de faire les poursuites en secret.

Malgré les avantages de procédure dont jouissait l'accusation, le tribunal s'est vu obligé d'employer une logique biscornue pour expliquer sa décision. Anthony Lewis écrivait le 9 janvier dans le « New York Times » :

« Le tribunal estima que la présence de M.Dutschke en Angleterre n'avait pas constitué un danger appréciable pour la Sécurité Nationale ».
Mais s'il restait en tant qu'étudiant à plein temps, « il n'y a pas de doute qu'il y aurait un risque ».

La même logique pourrait justifier l'emprisonnement de tout citoyen britannique, y compris Maudling, sous l'inculpation de meurtre, étant donné qu'« il n'y a pas de doute qu'il y a un risque » que tout britannique soit un meurtrier en puissance.

Probablement parce qu'il a reconnu l'insignifiance de l'accusation à propos de la « sécurité », le tribunal reprit l'accusation selon laquelle Dutschke aurait violé ses promesses de ne pas avoir d'activité politique – accusation que Maudling lui-même avait abandonné. Le tribunal n'avança aucune preuve

pour soutenir l'accusation, sinon qu'il avait entendu des témoig... secrets.

Dutschke répliqua à propos de la mesure qui le frappait qu'« il devait maintenant être clair pour tout étranger que la possibilité même de penser de façon critique et de discuter politique représente un danger aux yeux du gouvernement actuel ».

A Londres, la semaine dernière, une manifestation à laquelle participait notamment l'IMG (section britannique de la IVème Internationale) rassemblait 3000 personnes pour protester contre l'expulsion du camarade Rudi Dutschke.

La répression contre les militants révolutionnaires s'étend aujourd'hui au-delà des frontières. La lutte contre la mesure prise contre Dutschke pose un problème plus général, auquel les organisations révolutionnaires vont avoir de plus en plus fréquemment à faire face : l'internationale des polices, qui pourchasse les militants révolutionnaires hors de leur pays d'origine.

errata

Dans le dernier numéro de ROUGE, deux erreurs ont été commises dans les articles sur le KAMERUN et la FEANF.

Dans le premier article a sauté le passage concernant l'impérialisme français au Kamerun et les conséquences à propos du procès de E. Ouandié. De ce fait, l'article prenait un aspect unilatéral puisqu'il se contentait d'émettre nos critiques à l'égard de l'UPC.

Une inversion de paragraphe a rendu le second article inintelligible. En fait les onze premières lignes de la seconde colonne constituent le début de l'article.

amérique du nord

congrès des organisations de jeunesse trotskystes

En l'espace d'un e semaine, se sont tenus aux USA et au Canada, les congrès des deux organisations de jeunesse trotskystes de ces pays : la YSA (Young Socialist Alliance) aux USA et la YS-LJS (Ligue des Jeunes Socialistes) au Canada.

La participation de centaines de militants à ces congrès (plus de 1200 aux USA, plus de 200 au Canada), dont beaucoup assistaient pour la première fois à un congrès, prouve l'ampleur de la radicalisation qui s'étend dans ces pays ; la participation active et souvent le rôle de direction qu'y jouent les militants trotskystes.

u.s.a.

Le 27 décembre s'ouvrait dans le coeur même de l'impérialisme mondial, à quelques pas seulement des bureaux des plus grandes entreprises du monde, à Manhattan center (New-York) le congrès de la YSA.

Cette « provocation » était délibérée : en organisant en plein centre de New-York leur 10ème congrès, malgré les difficultés techniques (plus de 5000 Km à parcourir pour certains délégués) les camarades de la YSA voulaient donner une audience nationale à leurs assises.

La publication de deux larges articles dans le New York Times, des extraits du congrès présentés à la télévision, ont prouvé que la bourgeoisie américaine ne pouvait ignorer le développement le la YSA qualifiée par J.E.Hoover, directeur du FBI, de « groupe extrémiste le plus puissant et le mieux organisé ».

L'importance de la réunion était aussi indiquée par la présence dans le hall d'entrée, non seulement de la pléiade des groupuscules d'extrême-gauche, mais aussi de membres du PC et du Parti S.D., venus distribuer tracts et journaux aux militants.

L'ordre du jour du congrès comportait après un bref rapport international de la camarade S.La Mont et un rapport politique du camarade Frank Bœhm, un bilan des différents secteurs d'intervention de la YSA et la définition de perspectives pour chacun d'eux.

Au cours des cinq jours du congrès, furent discutés des rapports sur le mouvement contre la guerre du Vietnam, sur le mouvement noir, le mouvement « chicano » (Mexicains établis aux USA, qui constituent une nationalité opprimée) et le mouvement de libération de la femme qui s'est affirmé depuis les manifestations du 26 août dernier qui ont fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de femmes sur les mots d'ordre :

- A travail égal, salaire égal
- l'avortement gratuit sur demande
- l'ouverture de crèches gratuites 24 h sur 24.

Chacune des discussions partant de l'expérience concrète des militants, aborda les grands événements politiques récemment survenus aux USA. Le mouvement de grève générale des universités de Mai 70, qui fut la riposte à l'invasion américaine au Cambodge et au massacre d'étudiants à Kent, fut au centre des débats : la possibilité de renouvellement rapide d'un tel mouvement, l'impact du mouvement étudiant sur la classe ouvrière, les moyens de capitaliser cet impact, furent abordés dans de nombreuses interventions. On discuta aussi de l'avenir du mouvement anti-guerre et des prochaines mobilisations pour le retrait immédiat des troupes US du Vietnam.

Les camarades de la YSA qui sont aujourd'hui les principaux animateurs du S.M.C. (Student Mobilisation Committee) et de la Peace National Coalition, doivent mener une bataille constante contre les courants ultra-gauche qui tendent à minoriser le mouvement, mais surtout contre le réformisme des Libéraux et du P.C. toujours prêts à sacrifier l'action de masse pour le vote en faveur des candidats bourgeois « pour la paix ».

Au cours d'une conférence de presse, notre camarade EDMUND JURENAS actuellement sous l'uniforme, et prêt de partir pour le Vietnam, expliqua la démoralisation de l'armée US et la violence du secteur anti-guerre chez les soldats, et exposa le travail révolutionnaire que font nos camarades pour mettre fin à la guerre.

A la clôture du congrès, le rapport d'organisation, suivi de l'élection de la nouvelle direction, reflétait clairement la percée politique effectuée à l'université par la YSA dans le vide laissé par le déclin du spontanéisme et du réformisme.

canada

C'est dans Montréal occupé par les troupes canadiennes (même si elles ont cessé d'être visibles) que s'est tenu le 5ème Congrès de la YS–LJS (Ligue des Jeunes Socialistes), l'organisation de jeunesse bi-nationale de nos camarades canadiens. Ils voulaient par là manifester leur solidarité avec la lutte révolutionnaire des Québécois. Le problème du Québec et de la crise de l'automne dernier, domina l'ensemble du congrès.

Dans le rapport qu'elle présenta, la camarade Manon Leger, montra comment l'enlèvement de Laporte et Cross servit de prétexte au gouvernement bourgeois canadien pour décréter l'état de siège et tenter d'écraser le mouvement indépendantiste québécois. Les perquisitions et arrestations se multiplient contre les militants de gauche indépendantistes (dirigeants syndicaux, intellectuels membres des groupes révolutionnaires).

Aujourd'hui les perquisitions se poursuivent encore, et si la plupart des prisonniers politiques ont été relâchés, une cinquantaine restent inculpés (dont Michel Chartrant, président du Conseil Central des Syndicats CSN – 65000 syndiqués, l'avocat Lemieux...) sous l'accusation rétroactive et fantaisiste d'avoir appartenu au FLQ.

Notre camarade Leger doit passer en jugement pour avoir (alors qu'elle était candidate à la mairie de Montréal) distribué des tracts aux soldats contre l'occupation et fait un piquet devant leur caserne.

Le congrès affirma son soutien à la lutte pour un Québec indépendant et socialiste, et envisagea la participation de la L.J.S. au comité de défense des prisonniers politiques.

On discuta aussi des actions de solidarité à mener au Canada anglais, de la lutte contre la guerre du Vietnam, du mouvement d'émancipation des jeunes.

Pour les camarades des sections européennes de l'Internationale venus de Belgique (JGS) Angleterre (IMG) Italie (GCR) France (Ligue Communiste), il était clair que la fusion de la jeunesse révolutionnaire et du programme de la IV, dont la conférence de Bruxelles a été le témoignage en Europe, se réflétait au sein de ces deux congrès.

Richard LECOMTE

mythes et réalité du «black panther party»

L'ouverture de l'instruction du procès d'Angela Davis, la campagne organisée à l'échelle internationale autour de son cas, la répression accentuée contre les militants noirs les plus résolus au premier rang desquels se trouvent ceux se réclamant du Black Panther Party, tels sont les facteurs qui aujourd'hui ramènent au premier plan de l'actualité la lutte des noirs américains.

L'importance objective de cette lutte au coeur même de la citadelle impérialiste autant que certaines de ses manifestations les plus spectaculaires — émeutes de Watts, Détroit, Chicago par exemple — lui ont donné une publicité considérable, mais ont également contribué à multiplier chez les militants révolutionnaires, dans le monde entier, de nombreuses illusions notamment quant au degré d'organisation et à la capacité de mobilisation de l'avant-garde noire, aujourd'hui aux Etats-Unis.

QUINZE ANS APRES MONTGOMERY

Le boycott des autobus de Montgomery dans l'état ségrégationniste d'Alabama a sans aucun doute marqué le début de la phase actuelle du mouvement de libération des noirs américains. Pour la première fois ceux-ci passaient à l'action directe, et de façon massive, pour abattre l'un des symboles les plus odieux de la condition qui leur était faite :

la ségrégation dans les lieux publics.

Ce type d'action, qui s'est largement répandu, a rencontré d'indéniables succès. Outre qu'il a fait connaître au monde entier les conditions de vie scandaleuses des 22 millions d'Afro-Américains, il a été, dans une large mesure, à l'origine des multiples lois anti-ségrégationistes dont se targuent les libéraux américains.

Mais, bien au-delà de ces victoires formelles non négligeables, l'acquis essentiel des multiples mouvements de ce genre réside dans la prise de conscience chez la grande majorité des noirs américains que seule l'action directe est payante et qu'elle est nécessaire pour venir à bout de la condition qui est la leur.
D'où l'extraordinaire multiplication de mouvements locaux et spontanés qui parfois prennent la forme de révolte « généralisée » ... à l'échelle d'un quartier, d'un ghetto.
Très vite cependant, les militants noirs les plus conscients ont pu se rendre compte des limites de ce type de mouvement. Si les premières victoires ont été faciles, c'est parce qu'il en coûtait relativement peu à la bourgeoisie américaine. Certes, les lois anti-ségrégationistes, la politique dite « d'intégration raciale » heurtait de front la petite et moyenne bourgeoisie sudiste — la plus réactionnaire et la plus raciste — qui voyait là une atteinte à l'ordre établi, à ses privilèges. Mais pour la bourgeoisie américaine dans son ensemble la concession était mineure : l'oppression des noirs sous sa forme la plus « intéressante » demeurait intacte : l'oppression économique.

On peut à cet égard, multiplier les exemples : alors qu'ils ne représentent que 11 % de la population américaine totale, près de 45 % des chômeurs aux Etats-Unis sont noirs, le salaire moyen des travailleurs noirs est de 30 % inférieur au salaire des travailleurs blancs de même catégorie, 45 % des citoyens américains vivant dans des conditions d'insalubrité notoire sont, selon l'administration américaine, des noirs. On pourrait ainsi allonger la liste ...

La racine de l'oppression n'était donc pas dans tel ou tel article de la constitution américaine, mais bel et bien dans le système économique et social du pays : le capitalisme.

C'est pour avoir compris cela, pour avoir défendu cette idée dans les ghettos, pour avoir tenté d'organiser ceux qui le suivaient dans cette voie que Malcolm X est mort, assassiné par la bourgeoisie américaine. Lorsqu'on touche à cet aspect fondamental des choses, les concessions ne sont plus de mise ; le meurtre les remplace. Telle est la ligne suivie par les défenseurs du capitalisme yankee depuis le meurtre de Malcolm X, il y a cinq ans.
Ce dernier fut, et reste, le dirigeant qui a le mieux analysé les causes et les formes de l'oppression des noirs aux Etats-Unis, qui est allé le plus avant dans l'élaboration des formes de lutte, posant notamment le problème de l'organisation autonome des noirs en vue de l'action politique, et ce, en liaison avec les éléments les plus avancés du prolétariat blanc.

Mais, contrairement à ce que pouvait croire la bourgeoisie américaine en l'assassinant, la prise de conscience de Malcolm X n'est pas restée un cas isolé. A sa suite, c'est en fait toute une génération de jeunes combattants noirs qui, empiriquement, a pris conscience de la nécessité de lutter pour le renversement du capitalisme américain. Plusieurs facteurs ont joué en ce sens, outre l'oppression quotidienne dans les ghettos, au premier chef la révolution coloniale. La révolution cubaine — qui a mené à la fin de l'oppression raciale des noirs cubains — la lutte révolutionnaire des peuples d'Indochine et le rôle que joue l'armée américaine — où sont enrôlés de très nombreux noirs — ont été décisives à cet égard.

Plusieurs organisations ont été l'expression de cette radicalisation ; notamment le S.N.C.C. lorsque Stockeley Carmichael puis Rap Brown étaient à sa tête. Mais, c'est indiscutablement le Black Panther Party qui, depuis 1967, en a le mieux exprimé les espoirs et les faiblesses.

LE BLACK PANTHER PARTY.

Dès sa création, le Black Panther Party s'est voulu une organisation révolutionnaire luttant pour le renversement du capitalisme américain, source de l'oppression des noirs. Une base programmatique minimum a été élaborée en ce sens. Sur cette base il s'est engagé dans des actions de masse qui lui ont valu un grand prestige dans la communauté noire. Elles visaient à l'organisation par les noirs de leurs propres communautés (« Black Control of the Black community »).
Il s'agissait là d'un mot d'ordre extrêmement populaire puisqu'il répondait concrètement à l'oppression vécue quotidiennement dans les ghettos. De plus la dynamique d'un tel mot d'ordre est évidente ; engager les masses des ghettos dans un tel processus, c'est les amener, à terme, à se poser le problème de l'auto-détermination à travers une série de luttes contre le capitalisme américain.

L'un des aspects les plus spectaculaires de cette lutte des noirs pour le contrôle de leurs propres communautés a été l'organisation de l'auto-défense armée, prise en charge par les Black Panthers, pour lutter contre les incursions provocatrices et meurtrières de la police dans les ghettos.

Parallèlement les Black Panthers s'investissaient dans les luttes de masses engagées en 1967-68 par les lycéens et les étudiants noirs, en prenaient le plus souvent la direction sur la base d'un programme qui liait directement leur lutte à celle des ghettos les plus défavorisés.

De plus, alors que la répression s'abattait déjà très durement sur eux, ils ont organisé avec tous les secteurs progressistes de la population américaine et les organisations d'avant-garde une large campagne de défense de leurs dirigeants H.Newton et E.Cleaver qui leur a valu des sympathies bien au delà des limites des ghettos.

Mais, dès la fin de 1968, en l'absence de perspectives stratégiques claires, d'une direction unifiée, confronté à une répression accrue qui le privait de ses meilleurs cadres, le Black Panther Party est entré dans un véritable processus de dégénérescence.Le mot d'ordre de « contrôle par les noirs de leurs propres communautés », s'il continuait à être repris était vidé de son contenu : le « contrôle » ne se limitait plus qu' à l'action de petits commandos armés qui, s'ils jouissaient de la sympathie des masses des ghettos, en étaient totalement isolés dans la mesure où rien n'était fait pour organiser et éduquer ces masses, les entrainer dans la lutte. Dans bien des cas même ces commandos sont très vite devenus impopulaires : leurs actions entraînaient des représailles de la police dont étaient victimes les habitants inorganisés des ghettos, guère préparés à se défendre ...
Cet isolement a rendu les militants des « Panthers » encore plus vulnérables aux actions de la police, qui depuis plus d'un an mène une véritable campagne d'extermination physique contre eux.
Parallèlement un double phénomène d'éclatement et de sectarisation de l'organisation s'est poursuivi.
Eclatement dans la mesure où de plus en plus les groupes locaux qui se réclament des Panthers n'ont aucun lien entre eux ou avec la fantômatique « direction nationale » ... encore plus isolée, aujourd'hui, que la plupart de ces groupes locaux !
Sectarisation, dans la mesure où les militants se réclamant du Black Panther Party, se refusent de plus en plus à des actions communes avec qui que ce soit — notamment les organisations révolutionnaires — même lorsqu'il s'agit d'action de défense de leurs militants contre la répression.

L'un des aspects les plus évidents de cette sectarisation a été le retrait du Black Panther Party de toutes les luttes étudiantes sur les campus noirs, ainsi que son absence de participation au mouvement anti-guerre.

Pour remédier à leurs incapacités et à leur désarroi les militants, ou plus souvent ceux qui s'intitulent « dirigeants », se cherchent des références idéologiques ou historiques ... Staline (?) est très prisé, Mao un peu moins semble-t-il, ainsi que Guévara et Malcolm X. Cela ne peut qu'accroitre la confusion.

Cette confusion prend parfois les aspects les plus inattendus comme en témoigne l'éditorial du numéro de Juin dernier du journal « Black Panther ». Cet éditorial, écrit par H.Newton depuis sa prison, s'intitule : « Vers une nouvelle constitution ». « Nous pensons que le seul moyen d'obtenir la liberté est de renverser ce système qui nous oppresse » écrit Newton et de le remplacer par « une représentation proportionnelle dans un cadre socialiste ». Plus loin il écrit : « Notre action doit être sans compromis ... Si nous ne faisons rien, c'est un suicide ... Je préfère le contraire, si cela s'avère nécessaire, c'est-à-dire le suicide révolutionnaire, un suicide motivé par la volonté de changer le système » ... et l'éditorial se termine par l'appel à la rédaction d'une nouvelle constitution (« ... WE demand a new constitution ... »).
Il est douteux que l'alternative entre « le suicide révolutionnaire » et la rédaction d'une nouvelle constitution soit enthousiasmante pour les masses noires des ghettos, qu'elle les éduque et les mobilise.

Aujourd'hui plus que jamais, le mot d'ordre de « Contrôle par les noirs de leurs propres communautés » que défendent notamment nos camarades du S.W.P. et le problème de la création d'un parti noir indépendant des deux partis de la bourgeoisie américaine sont à l'ordre du jour. Seule la réalisation du contrôle par les noirs de leur communauté leur permettra de prendre conscience au travers de la lutte contre l'exploitation quotidienne dont ils sont victimes de la nécessité de prendre eux-mêmes en mains leurs propres affaires, leur propre destinée. Seule la création d'un parti noir indépendant les libérera de l'emprise des deux grands partis de la bourgeoisie américaine, problème fondamental puisque, on l'oublie souvent, malgré la radicalisation croissante des ghettos, 90 % des noirs votent pour le parti Démocrate.
Dans un tel contexte l'action héroique mais confuse des Black Panthers s'apparente plus au « nihilisme révolutionnaire » dont parle H. Newton dans l'éditorial précédemment cité, qu'à l'action consciente d'une avant-garde.

Notre devoir est de les défendre dans toute la mesure de nos possibilités contre la répression sauvage dont ils sont victimes de la part de la première bourgeoisie mondiale. Il est aussi de les critiquer, dans la mesure où nous pensons que la voie dans laquelle ils s'engagent est sans issue pour eux et ne fera pas progresser la lutte des noirs américains pour la fin de leur oppression.

Jean-Pierre BEAUVAIS

rouge

journal d'action communiste

interview
d'alain krivine

tchecoslovaquie:
bureaucratie:non
socialisme:oui

le patronat:
les leçons de
mai

l'université
rouge

n°1

parait tous les
quinze jours
18 septembre 1968
1 franc

le huit février, avec son n° 100

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste (S.F.Q.I.)

- présente un journal exceptionnel
- fait le bilan de 30 mois de presse révolutionnaire
- offre une nouvelle présentation améliorée
- assure désormais 16 pages-hebdo pour le même prix
- augmente et rationnalise son système d'expédition
- lance une grande campagne d'abonnements et de diffusion

lisez rouge abonnez-vous diffusez rouge

toute correspondance : ROUGE, BP 201, Paris 19ème.

Je désire m'abonner à **rouge**

	6 mois	1 an
pli ouvert	25 F	50 F
pli fermé	40 F	80 F
avion	50 F	100 F

Abonnement de soutien à partir de 100 F

(ECRIRE EN CAPITALES S.V.P.)
NOM . . . . . .
PRENOM . . . . . .
ADRESSE . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

reglement joint à la B.P. 201, Paris 19, «rouge».